

Supplément

La Consolidation de la paix au Liban



Implemented by:
KFW



Empowered lives.
Resilient nations.

Supplément spécial

Supplément spécial publié par le « Projet de consolidation de la paix au Liban » du Programme des Nations Unies pour le développement. Il est financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique, à travers la Banque allemande de développement KfW, et distribué avec les quotidiens « an-Nahar » pour l'édition en langue arabe, The Daily Star pour l'édition en anglais, et L'Orient-Le Jour pour l'édition en français.

Ce supplément regroupe les articles d'un certain nombre d'écrivains, journalistes et professionnels des médias, de chercheurs et d'artistes résidant au Liban, et aborde dans ce numéro la mémoire de la guerre civile, en plus de questions relatives à la paix civile, dans des approches de fond loin de discours de haine.

Édition N°15, avril 2017



Ammar Saleh

Un pendentif en forme de cœur, avec des photos de Ammar Mohammad Saleh et de son père, suspendu à une chaîne.

Ammar avait 21 ans en mars 1982 lorsqu'il avait pris un taxi de Beyrouth en direction de Baalbeck, vers la maison parentale où il vivait. Ce jour-là, il n'est jamais arrivé à la maison, ni les jours qui ont suivi d'ailleurs. Son sort reste inconnu.

© Dalia Khamissy

03 De mémoire et de politique

03 Aux sources de la haine

05 Guerre du Liban : les référents des constructions mémorielles

06 « Pas de paix sans justice »

07 Les charniers au Liban : vestiges du passé ou défis pour le futur ?

11 Les disparus

12 Les introductions aux bulletins d'information et leur lien avec la guerre civile

13 Citoyenneté et conflits d'appartenance au Liban

14 La guerre n'est pas un dépôt d'armes

08 - 09

Nos histoires de (et sur la) guerre



© Carli Hallal

Les héros de l'ombre

« Que feriez-vous si votre maison devait prendre feu ? Choisiriez-vous de courir et laisser derrière vous tous vos biens ? Ou rester et tenter de votre mieux d'éteindre les flammes avant de la reconstruire ? », m'a-t-on demandé une fois. En se rappelant la guerre civile libanaise, thème principal de ce supplément, je voudrais rendre hommage à tous ceux qui se sont engagés et ont aidé à reconstruire le Liban. Je voudrais également souligner le rôle de ces « héros de l'ombre » qui, en risquant leur vie et leur santé, ont documenté, traité et reflété la guerre civile à travers la musique, la poésie et le théâtre. Dans cette perspective, je salue ceux qui tentent aujourd'hui de convaincre la jeunesse libanaise que c'est la paix, non la violence, qui représente la

solution des conflits, et qu'il est inutile de croire que seul un individu ou sa propre communauté est la seule victime de la guerre civile et blâmer « l'autre » en raison d'une situation précaire. Nous devons être conscients que de telles divisions et concepts sociaux basés sur le « nous » et « eux » sont les fondements de l'adversité. La guerre, la guerre civile surtout, est monstrueuse. Elle déchire profondément le tissu social, à travers les quartiers, les villages et les villes. Mais la guerre pousse également les gens à espérer, à travailler et parfois à risquer leur vie pour la paix. Construire la paix est un processus qui nécessite un calendrier beaucoup plus long que la colère et l'escalade de la tension, et doit être fondé sur une vision à

long terme de la réconciliation.

À cet égard, je ne peux que réaffirmer l'importance de réfléchir sur le passé violent d'une nation ou d'une société, afin de prendre conscience de la valeur globale de la paix et de la résolution non violente des conflits. Je souhaite que la mémoire des anciens puisse se traduire par une conscience des jeunes orientée vers la paix. Que l'expérience cruelle de la période 1975-1990 renforce encore la capacité du Liban à la modération et la compréhension.

Martin Huth

Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne

« Que son souvenir demeure, mais qu'à jamais elle ne revienne »

Telle est la réponse de la plupart des Libanais à toute mention de la guerre civile (1975-90). Cependant, il serait imprudent et imprécis d'interpréter cette phrase comme un parcours sans but du passé.

Tous les pays qui ont souffert des guerres civiles, mais aspirent à ouvrir une nouvelle page de leur histoire, se rendent compte que le processus de pansement des plaies peut être long et pénible. Leur expérience nous apprend que comprendre le passé, aborder les questions douloureuses et aboutir à des réponses difficiles sont les éléments-clés de la réconciliation et les ingrédients indispensables pour la construction d'un vivre-ensemble plus lumineux.

Dans ce numéro spécial du supplément commémorant la guerre civile libanaise, nous offrons une plate-forme pour un débat autour des répercussions de ce conflit et un rappel à travers les yeux de ceux qui l'ont vécu. Non seulement cela nous permettra de partager leurs souvenirs, leurs histoires et leurs expériences, mais aussi d'examiner les cicatrices physiques et psychologiques que la guerre nous a tous laissés.

Dans ce numéro, il y a des histoires de gens qui ont perdu des amis et des proches durant la guerre ; des histoires de personnes qui se sont mariées pendant la guerre, défiant les bombes et les barrages routiers ; des histoires de ceux qui ont malgré tout refusé de quitter le pays ; des histoires de personnes disparues ; et des histoires de familles vivant dans une crainte et une incertitude constantes, sans illusion quant à l'espoir de voir à nouveau leurs enfants dont le sort était en suspens.

Le traumatisme résultant de ces histoires et les souvenirs aggravés ont resurgi, alors que les Libanais revivent la notion de guerre en voyant se dérouler les événements en Syrie voisine. Il est important de considérer comment nos propres histoires de guerre ont la capacité d'humaniser nos rapports avec les personnes venant de pays déchirés par les conflits. Pour cette raison, les lecteurs de ce supplément connaîtront intensément la dimension humaine de la guerre et la complexité des défis rencontrés par les survivants au cours des dernières années. Espérons que cela renverra un seul message partagé : « Nos guerres peuvent être différentes, mais nos souffrances et nos pertes sont les mêmes ».

Au cours de la préparation de ce supplément, nous voulions vraiment que Libanais et Syriens parlent ouvertement et partagent leurs souffrances et leurs histoires d'espoir et de guerre. Certains étaient réticents à relancer de mauvais souvenirs, tandis que d'autres étaient désireux de partager les moments les plus intenses de leur enfance et de leur vie d'adulte.

Pendant que de nombreuses organisations commémorent actuellement la guerre par divers moyens et différents événements, nous voulons que les lecteurs utilisent ce supplément comme source de souvenir et un guide pour une longue réflexion sur la guerre civile : ses répercussions sur les sociétés déchirées, l'importance de la justice transitoire, la nécessité de trouver des réponses tangibles pour les familles des personnes disparues et les outils disponibles pour se souvenir et identifier les aspects culturels de la guerre.

Nous ne voulons pas parler de la guerre d'un point de vue historique et politique. En revanche, nous cherchons à promouvoir la mémoire collective de la guerre civile et la nécessité de la réconciliation, afin d'établir une paix durable et une stabilité sociale.

Nous croyons qu'il est temps de construire une paix fondée sur des notions de droits de l'homme, de justice et de responsabilité, plutôt que sur l'amnistie et l'amnésie.

Luca Renda

Directeur du Pnud au Liban

Maturité citoyenne

S'il est un élément positif qu'on peut paradoxalement dégager de la guerre civile libanaise, c'est bien la leçon qu'en ont tiré la classe politique dans son ensemble et l'écrasante majorité de la population. Cette leçon, elle se résume en une seule phrase lapidaire : « Plus jamais ça ! ».

Quinze ans de combats féroces, faisant plus de cent mille morts, trois fois plus de blessés, sans oublier les personnes handicapées ou disparues, ainsi que des destructions massives dans les habitations et les infrastructures... Puis 15 autres années d'instabilité à l'ombre de la tutelle syrienne. Tout cela aura eu gain de cause des plus radicaux de la classe politique et des miliciens va-t-en-guerre qui pullulaient dans le pays. Trente années en tout qui ont fini par forger une certaine maturité citoyenne.

Aujourd'hui, en dépit des nombreuses divergences sur la gouvernance du Liban, plus personne ne songerait à reprendre les armes pour vider des querelles politiciennes. Tous les Libanais ont vu de leurs propres yeux et connu dans leur propre chair les affres de la guerre et leurs conséquences familiales, sociales et économiques. Un pays jadis florissant qui a subi brutalement un coup d'arrêt à son développement, qui a raté les débuts de la révolution technologique, comme s'il avait été mis entre parenthèses de l'évolution du monde.

Il n'y a qu'à observer aujourd'hui l'agitation de la classe politique autour des dossiers épineux d'actualité : loi électorale, budget, grille des salaires, restructuration des secteurs de l'électricité, de l'eau, du téléphone, protection de l'environnement... Aucune solution n'est en vue sur pratiquement toutes ces questions, mais qu'à cela ne tienne : pas un jour ne passe sans qu'un ministre, député, responsable politique ou chef de parti ne proclame sa foi dans « les vertus du dialogue, de l'entente nationale, et du respect de l'autre dans sa différence ». Et même quand l'un d'entre eux hausse le ton, c'est toujours pour jurer que le conflit reste confiné dans son cadre politique « au nom du débat démocratique ».

Tout cela est certes bien beau, encore faut-il que le débat finisse un jour par aboutir. Mais ceci est une autre histoire.

Gaby Nasr

Directeur des éditions spéciales du quotidien L'Orient-Le Jour

Pourquoi les Libanais ne redoutent pas la guerre...

Les étrangers demandent souvent aux Libanais s'ils ne craignent pas que les soulèvements qui secouent tant de pays du Moyen-Orient ne finissent par éclater aussi dans leur petit pays, et s'étonnent même que cela ne se soit pas déjà produit. La réponse est aussi simple que compliquée :

« Nous ne sommes pas préoccupés pour deux raisons : d'abord parce qu'au Liban, non seulement toutes les communautés et tous les partis sont représentés au sein du gouvernement, mais en plus tous les leaders ont leur mot à dire dans la prise de décision, avec une priorité donnée au consensus afin de s'assurer qu'aucune catégorie de la population ne se sente tenue à l'écart ». « La deuxième raison, c'est que nous avons déjà emprunté ce chemin, et la guerre civile de 15 ans au Liban nous a appris de la manière la plus dure qu'il n'y a pas de vainqueurs dans ce genre de conflits, et que le seul résultat est le chagrin, la douleur et la destruction généralisés ».

« Malheureusement, le concept même qui a aidé les dirigeants de ce pays à mettre fin définitivement au bain de sang a dénié ce point final à la population. L'accord selon lequel il n'y aurait ni vainqueur ni vaincu a donné l'assurance à tous les participants à notre conflit qu'ils ont émergé intacts dans leur dignité et leur honneur, et leur a permis de poursuivre leurs affaires à travers la reconstruction d'une nation ».

« Dans le même temps, cependant, beaucoup de vérités demeurent obscures près de trois décennies après la fin de la guerre. Alors que personne ne se précipite pour donner un éclairage sur les atrocités qui ont eu lieu ou les tueries qui ont coûté d'innombrables vies jusqu'à ce jour, les familles des victimes caressent encore l'espoir que leurs proches puissent encore être en vie. Le résultat est qu'une partie significative de la population reste enchaînée jusqu'aux derniers vestiges du conflit, incapable de progresser jusqu'à ce qu'elle découvre le sort des disparus ».

« Nous ne sommes peut-être pas inquiets de la perspective d'une nouvelle guerre, mais nous devons encore laisser à la précédente connaître son ultime repos ».

Nadim Ladki

Rédacteur en chef du quotidien Daily Star

Les souvenirs de la guerre ne s'effacent pas

Si quelqu'un d'entre nous voulait chercher quelque point positif dans les recoins de sa mémoire au temps de la guerre du Liban, il n'aurait trouvé que des scènes d'humiliation, d'oppression et de tragédie. Une guerre comme toutes les guerres : en Syrie, au Yémen, en Libye, en Irak, et toute terre encerclée par le feu, enveloppée par la fumée, dominée par les assassinats.

Il est vrai que nous étions bien jeunes en ce temps-là. Certes, il nous arrivait parfois de nous réjouir de ne pas aller à l'école, mais nous avions aussi peur et souffrions de pénuries d'eau et de pain, d'absence de liberté de mouvement, de loisirs et de divertissement. En somme, les points positifs n'ont jamais surclassé les aspects négatifs, lesquels arrivaient par grappes entières.

Certains disent que l'abondance économique prévalait à l'époque de la guerre du Liban. Ceci est vrai sans doute, mais à quoi sert l'argent devant le risque de perdre la vie à chaque instant, ou à tout le moins perdre une main, un pied ou tout autre membre...

Se rappeler la guerre n'est pas une tâche ardue, tant elle est présente devant nous dans de nombreuses étapes proches de

l'explosion. Et l'on pourrait consulter les archives, si nécessaire, pour revoir des scènes et des images de larmes, de pleurs et de destructions.

Le plus important dans le souvenir de la guerre est de s'en sortir, et d'œuvrer à ce qu'elle ne se répète jamais, une démarche essentielle que nous n'avons pas accomplie. À l'heure où les guerres nous encerclent de toutes parts, et que certains signes avant-coureurs indiquent qu'elles pourraient s'étendre et nous brûler, devons-nous rester comme des spectateurs ou consolider notre unité nationale afin de ne pas connaître l'expérience à nouveau ?

Et pour échapper à une guerre qui s'est répétée à plusieurs reprises au cours de notre histoire, il existe un travail thérapeutique que nous n'avons jamais entrepris pour effacer des âmes les effets des guerres. Cela ne veut pas dire oublier, mais traiter les plaies, les panser, et faire de cette commémoration une leçon non un désir de vengeance. La réconciliation avec soi-même est le point de départ en vue de parvenir à la réconciliation avec l'autre.

Ghassan Hajjar

Rédacteur en chef du quotidien an-Nahar

De mémoire et de politique

Tarek Mitri*

Nul n'ignore que la mémoire individuelle et la mémoire collective ont chacune son gardien qui les protège mais qui, dans le même temps, les censure. Il cache les souvenirs contrariants dans un pan de la conscience, mais ne les efface pas. Il a la capacité d'en organiser le contenu et de le réaménager de sorte à nous protéger contre tout ce qui fait mal ou ce qui détruit. Mais en dépit de tout cela, les événements du passé nous jouent parfois de mauvais tours ; des tours dont nous n'échappons qu'au prix d'un effort colossal. Celui-ci est requis dans la mesure où une mémoire blessée et réprimée est souvent à l'origine de réactions démesurées à des événements du présent.

La mémoire ne correspond pas à un attachement à quelque chose dont on a hérité. Pour la ranimer, il n'est pas nécessaire de faire le choix de se conformer aux traditions, dans la mesure où celui-ci traduit une orientation intellectuelle et politique qui ne se suffit pas de défendre le traditionnel face au moderne, mais qui tend à lui conférer un caractère normatif ou une exemplarité sur les bases d'une fidélité au passé. Le fait de vouloir consciemment réactiver sa mémoire repose, non seulement sur des motivations précises, mais sur une certaine moralité individuelle et politique, surtout lorsqu'il s'agit de remonter vers le passé pour évoquer le présent ou tenter de faire une projection vers l'avenir. Nous nous employons souvent à « tirer l'avenir du souvenir », pour reprendre les termes de l'arabisant français, Jacques Berque.

Si nous nous attardons sur « les mythes d'origine » évoqués par Ahmad Beydoun, lorsqu'il traite de « la splendeur des histoires séparées » selon les communautés au Liban, nous constatons que la légitimité de la politique de mobilisation, de justification, de condamnation et d'accusation, est puisée en fonction des besoins, dans le passé, proche ou lointain. Il est difficile pour des dirigeants ayant un pouvoir de contrôle, notamment les plus talentueux et charismatiques d'entre eux, de dissimuler leur désir brûlant de contrôler la mémoire collective qu'ils réinventent sous prétexte de vouloir la rafraîchir. De la sorte, ils tendent à mettre la main sur les sources de légitimité.

Dans les systèmes démocratiques cependant, l'élite politique n'a pas besoin d'exploiter la mémoire au service de la légitimité. Du moins, pas dans la même proportion. Pour édifier l'avenir, elle se trouve moins contrainte d'opérer un retour vers le passé, même si elle ne peut pas ignorer celui-ci. Les démocraties fondent leur légitimité non seulement sur les élections, mais également sur des textes fondateurs du passé, tels que la Constitution, qui fait partie de la mémoire collective et d'une volonté de vivre ensemble, conformément à des règles agréées. S'il est vrai que les sentiments qui correspondent le plus à la notion de démocratie sont ceux qui tendent vers l'avenir, il reste que certains sentiments et positions tournés vers le passé concordent avec l'esprit démocratique, en ce sens qu'ils tendent à rétablir les pratiques du vivre-ensemble. Ceci est d'autant plus vrai que la démocratie est pluridimensionnelle. Dans sa conception la plus simple, elle représente un moyen de changer de gouvernements sans recours à la violence. Mais elle définit dans le même temps la qualité des rapports entre des forces politiques qui respectent la mémoire commune, notamment ses textes fondateurs, tels que la Loi fondamentale, et qui renforcent la participation rationnelle et équitable au pouvoir. La démocratie suppose également un débat permanent et un dialogue ouvert d'une part, ainsi qu'un respect des accords d'autre part, quelles que soient les tensions qui peuvent émerger. Celles-ci font notamment surface lors d'un passage d'un système fort et autoritaire à un autre, démocratique et faible ou d'un système stable et dépendant, à un autre, indépendant et instable. La tension prévaut en outre lorsqu'il s'agit de concilier deux impératifs : celui de sortir de la violence par des moyens politiques et celui de répondre aux besoins de justice.

Pour contenir telle ou telle autre tension, il est nécessaire de prendre des décisions et de créer des institutions de nature à nous faire oublier certaines choses et à nous rappeler d'autres. D'aucuns soutiennent souvent que ceux qui oublient le passé sont condamnés à le revivre.

D'autres assurent en revanche qu'il est impératif de tourner la page pour pouvoir avancer, et que cela reste impossible si l'on n'oublie pas le passé pour ne pas permettre aux anciennes rancœurs de détruire la volonté de vivre ensemble, qui est une des conditions de redressement démocratique. Pour cette raison, ou plutôt pour ces deux raisons précises, les sociétés qui aspirent à la paix, consécutivement à une guerre, ont besoin de traiter la mémoire et d'œuvrer pour la guérir. Lorsque nous nous souvenons de drames vécus, nous nous souvenons en même temps de leurs instigateurs et nous leur en voulons, ce qui correspond à une sorte de vengeance, quoique symbolique. S'il est impossible d'empêcher la vengeance sous toutes ses formes, il serait alors préférable de s'employer à dépouiller la haine de son caractère permanent, à travers l'acte politique. La politique assume, de ce fait, une responsabilité lourde, notamment au sein des sociétés ayant émergé d'une guerre civile. En d'autres termes, elle doit faire la lumière sur les événements du passé sans se laisser aller à considérer les conflits du présent comme le prolongement des guerres qui ont émaillé ce passé. La mémoire devient ainsi un exercice et un instrument. Elle se transforme en outil politique, à partir du moment et du contexte qu'on décide de choisir pour la réveiller. La ressusciter n'est pas une opération innocente mais représente un véritable travail de reconstitution ou de réarrangement.

Nul n'ignore que dans un pays comme le Liban, la mémoire qui doit être reconstituée n'est pas commune, en ce sens qu'elle n'est pas la même pour toutes les parties qui étaient impliquées dans le conflit. La mémoire propre à chaque communauté ou groupe politique fait l'objet d'une réinvention, ce qui confère davantage d'importance à la quête de la vérité. Cette entreprise commande cependant un effort commun avec pour finalité principale la réconciliation. La vérité est une condition sine qua non de la réconciliation.

Une quête de la vérité au double plan objectif et juridique, reste en définitive du ressort des tribunaux. Cette vérité devient ainsi libératrice. Elle met fin à l'impunité et contribue à barrer la voie à la violence. Il faut aussi dire que la quête de la vérité en vue d'une réconciliation est elle aussi pluridimensionnelle. Une de ses dimensions se rapporte aux faits. La deuxième est d'ordre personnel et transparaît à travers les récits, les témoignages des victimes et l'histoire de leurs douleurs et de leurs peurs. La vérité née des épreuves et des souffrances peut faire l'objet d'une plus grande participation de la part de ceux que les appartenances politiques et communautaires divisent. Elle permet des recoupements, des comparaisons et des débats. La connaissance qu'elle génère favorise la reconnaissance.

Cette vérité se situe dans l'espace public, c'est-à-dire politique, là où les mythes se confrontent et où les demi-vérités sont mises en cause pour dévoiler la manipulation de la perception et des sentiments des gens. Insister sur la vérité dans la perspective d'une réconciliation nous permet également de pardonner sans oublier, au moment où les pratiques courantes de complaisance nous poussent à oublier sans pardonner. Aujourd'hui, les deux discours politique et médiatique nous poussent à oublier sans pardonner. La mémoire est ainsi employée de manière sélective pour transformer la politique en une querelle sans fin, qui se renouvelle jour après jour, nous situant en permanence au bord d'une guerre.

* Directeur de l'Institut Issam Farès pour la politique publique et les affaires internationales à l'Université américaine de Beyrouth.

Aux sources de la haine

Hazem Saghiyé*

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le sentiment de haine n'avait plus bonne presse. Il avait coûté 50 millions de morts et un holocauste auquel les industriels les plus fous n'avaient pas songé. Pourtant, sortie délabrée et appauvrie de sa guerre, l'Europe ne fut pas vraiment assagie par la leçon des années trente. Le 5 juin 1947, le secrétaire d'État du président Truman, le général Marshall, demanda au congrès US d'approuver un plan de reconstruction de l'Europe.

Ce qu'on a désigné depuis comme « le plan Marshall » stimula les investissements, fournissant des emplois à ceux qui en sollicitaient. Pour ce nouveau marché, la main d'œuvre européenne ne suffit pas ; c'est ainsi que la main d'œuvre venant de colonies et anciennes colonies fut sollicitée. « Venez avec vos familles ! », cria-t-on. Et les ouvriers vinrent. À ce titre, l'ambassade et les consulats de Belgique au Maroc diffusèrent une annonce devenue célèbre titrée : « Vis et travaille en Belgique », dont l'objectif était de séduire la jeunesse marocaine et de l'encourager à s'expatrier dans le but « d'assister notre pays par vos forces et votre intelligence ».

L'affiche belge fut diffusée en 1964, deux décades après la décolonisation. Les temps étaient à la fraternité et au droit des peuples à l'autodétermination. Parallèlement, les premiers vents d'ouverture soufflèrent pour les croyants, à partir de 1958, avec Jean XXIII et le compte à rebours pour le Concile Vatican II. On s'enthousiasma pour l'ouverture de l'Église sur le judaïsme et l'islam, ainsi que pour les orientations libérales et favorables aux droits des peuples et de la personne humaine.

Ce climat européen fut renforcé par les présidences de John Kennedy et de Lyndon Johnson. Bientôt, toutefois, un son alarmant vint de Grande-Bretagne. La voix qui se faisait entendre était celle de l'aristocrate et homme politique Enoch Powell qui, en 1960, s'en prit à l'immigration venue des pays du Commonwealth et s'opposa aux lois hostiles à toute discrimination, avertissant son pays, dans un discours resté célèbre, que « des rivières de sang » pouvaient couler, si l'immigration ne s'arrêtait pas.

Le sang ne coula pas, mais ce fut-là comme une pré-alerte. Quelques années plus tard, « les masses laborieuses britanniques » se rallièrent à ses slogans, tandis qu'il était sanctionné par l'élite dirigeante de son parti. C'est ainsi que le leader conservateur Edward Heath le démit du gouvernement de l'ombre (où il occupait le poste de ministre de la Défense), ce qui poussa Powell dans les bras des Travailleurs, une décision qui ne fut pas étrangère à la victoire subséquente des Travailleurs aux élections de 1974.

L'expérience Enoch Powell démentit le dogme léniniste de l'alliance objective entre les travailleurs en Occident et les mouvements de libération nationale dans les colonies. L'avenir le prouva avec encore plus d'éclat. L'alerte qui avait choqué les jeunes et les catégories hostiles à la guerre du Vietnam des années 60, prouva que les cartes étaient plus brouillées qu'on ne le croyait.

Un climat envenimé

Les pays du camp de l'Est, restés étrangers aux débats de l'Occident démocratique, gardaient le mutisme sur cette problématique particulière ; normal, ce n'étaient pas des pays d'émigration ou des sociétés d'accueil.

Cela ne les empêchait pas de faire flotter la bannière de « l'amitié entre les peuples », et d'offrir à ces débats un arrière-fond venimeux. Le discours soviétique persista à coller des étiquettes de « fascistes » à tort et à travers, privant le terme de sa spécificité, et affaiblissant par-là la singularité du combat contre le racisme

et la haine. Ses dispositions sécuritaires, discriminatoires et frileuses, contre les étrangers et les juifs, s'accompagnèrent d'une hostilité stalinienne croissante contre « le cosmopolitisme » (entendre, les juifs), décrit comme une « idéologie destructrice », une « idéologie d'espions ».

L'Occident, entretemps, se développait suivant ses orientations propres. En 1971, le Canada adopta le « pluralisme culturel », suivi en 1973 par l'Australie, puis par la Grande-Bretagne et l'Europe toute entière. Toutefois, le pluralisme suscita autant de problèmes qu'il n'en résolut. Partant de l'existence d'« identités » culturelles ethniques et religieuses bien définies, établies même sur des rapports de tolérance mutuelle, l'acceptation mutuelle s'était substituée à l'intégration et restait incertaine sur les identités respectives de ceux qui accueillaient et de ceux qui étaient accueillis. Face à cet égalitarisme culturel, l'identité de la culture d'accueil des populations accédant à la modernité se perdait dans le vague.

Ces données s'exacerbèrent avec le temps. Vers la fin des années 70, la hausse phénoménale des prix du pétrole provoqua une récession. Les immigrés en furent les boucs émissaires, et l'on nota une montée du racisme.

En France, c'est le « Front national » (FN) qui se fit l'écho de cette tendance. Fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen, le FN fit entendre à nouveau la voix de Pétain et de la collaboration avec les nazis. Il se fit également le porte-parole de l'hostilité à l'immigration et aux immigrés, comme du rapprochement européen. Le mouvement de Le Pen, qui avait milité dans les rangs de la droite populiste, se démarqua sur les points suivants :

- Le racisme ne reposait plus sur des données biologiques présumées, ou sur la notion de suprématie raciale. Il reposait désormais sur des différences culturelles : nous sommes égaux mais différents. Partant, que chacun reste chez soi.

- L'hostilité aux étrangers et à l'immigration s'accompagnait d'une hostilité à l'Europe (dont le projet fut qualifié de « bourgeois » par la plupart des mouvements de gauche). Ainsi, les intérêts des immigrés n'étaient pas seulement contradictoires avec ceux de la classe ouvrière, ils s'harmonisaient mieux avec les intérêts de la bourgeoisie.

Les années 70

À partir de 1977, l'élan des partis qui avaient animés les mouvements de libération nationale commença à retomber. Pour la première fois depuis l'indépendance de l'Inde (1947), le parti du « Congrès » perdit les élections. En Israël, les Travailleurs essayèrent leur premier échec depuis 1948. En 1979, au nom de l'islam, le Chah d'Iran était balayé par l'imam Khomeyni. Mais l'Iran ne fut pas le seul à vibrer sur le mode religieux. A la même époque, le pape polonais Jean-Paul II effectua une visite historique dans son pays. Accueilli à l'aéroport de Varsovie par un demi-million de personnes, plus de 10 millions de Polonais au total assistèrent à ses messes. Le pouvoir communiste fut complètement dépassé. Un an plus tard, naissait le syndicat « Solidarité ».

En 1979 toujours, l'Afghanistan commença,

au nom du « jihad », à secouer le régime communiste ; ce que l'invasion soviétique ne fit qu'exaspérer.

L'idée de Dieu devenait plus effective que celle du pouvoir séculier des États.

Le néolibéralisme

L'État reculait face à ce qui l'avait historiquement précédé. Il recula aussi devant ce qui devait suivre : le néolibéralisme de l'école de Chicago, qui boucha tous les autres horizons. En Grande-Bretagne, Margaret Thatcher arriva au pouvoir (1979), brandissant son évangile néolibéral, suivie un an plus tard par l'accession de Ronald Reagan à la Maison Blanche.

Pour le néolibéralisme, l'essentiel consiste à encourager les investissements tout en écartant la menace fiscale. L'État, lui, doit s'effacer pour devenir prestataire subordonné de services. Pour le néolibéralisme, en effet, l'État, c'est « le problème » et non « la solution », la société, comme telle, n'existant pas. Les pauvres, eux, devant se résigner et patienter.

Notre propre discours de haine

Le monde arabe ne fut pas en reste. Lui aussi élabora son discours haineux. Mais contrairement à ce qui s'était passé à l'Ouest, le discours arabe de la haine envahit non seulement le champ politique, mais aussi les champs culturel et social, et du particulier passa à l'amalgame.

Entre les années 40 et les années 70, le discours anti-impérialiste avait supplanté tous les autres. Ce fut le cas, notamment, du discours nassérien. Mais, précédées quatre ans plus tôt de l'effondrement de l'État libanais, dans l'Iran de la République islamique, les choses changèrent à partir de la fin des années 70. Le discours devint essentialiste. Ce fut le Bien contre le Mal. « Nous », incarnation du Bien contre « Eux », incarnation du Mal. Dans l'imaginaire khomeyniste se distinguèrent même « petit Satan » et « grand Satan »...

Parallèlement, le nationalisme arabe entra en décadence avec, pour emblème, l'Irak de Saddam Hussein. Le monde fut divisé en Arabes et Perses, voire en Arabes et Mages. En archéologue de la haine, Saddam Hussein subtilisa des musées de la mémoire les images qu'il utilisa pour tracer l'avenir. Les musées irakien et iranien de la haine alimentèrent un amer conflit dans les années 80.

En Israël, l'unification de Jérusalem en 1967 et la victoire électorale du Likoud firent couler à flot le fiel de la droite et des rabbins, surtout les plus rigoristes. Avec « la loi du retour », l'État israélien fit évoluer et prospérer le discours de la haine. En 1994, cet appétit incontrôlable pour la haine s'illustra avec éclat : Baruch Goldstein, un colon membre du parti « Cash » abattit 29 Palestiniens qui priaient à Hébron. Son parti, certes, fut interdit, mais la haine avait déjà fait son œuvre et anéanti la moitié de l'accord de paix conclu l'année précédente à Oslo. Les attaques-suicide du Hamas, l'assassinat d'Yitzhak Rabin, sans oublier l'arrogance et l'arbitraire des barrages israéliens, se chargèrent du reste.

La mondialisation et ses contradictions

Avec le déluge identitaire et une translation du politique au culturel du discours avec l'Occident, la haine pour l'Amérique devint une marque de fabrique pour des discours à la

fois européens et tiers-mondistes, aussi bien de droite que de gauche. Il devint légitime, toutes les fois qu'il fallait se dresser contre une politique américaine, de rappeler que ces gens-là avaient exterminé les Indiens autochtones, ou de les accabler de mépris en persiflant « la culture du hamburger et du coca-cola ».

Le discours éclairé des Lumières et du progrès recula à mesure que le relativisme des cultures se renforçait. Parallèlement, les sociétés rivales se mirent à évacuer de leur vocabulaire toute la terminologie de l'État et des sociétés unies.

C'est qu'entre-temps, la mondialisation s'étendait et consolidait son règne. Née avec le néolibéralisme, ses fruits furent contradictoires : une richesse sans précédent, doublée d'une répartition inégale des richesses jamais vue. À mesure que les prestations sociales de l'État diminuaient, et cela surtout après l'effondrement de l'URSS, on eut l'impression que le néolibéralisme prenait une sorte de revanche sur la question sociale.

Ce qui s'était effondré, en fait, ce n'était pas le totalitarisme, mais toute idée d'égalité et de partage équitable des richesses. C'est ainsi que se ternit l'éclat des grands acquis de la fin de la guerre froide, comme celui de la fin de l'apartheid raciste en Afrique du Sud et des dictatures militaires en Amérique du Sud. Les progrès de la liberté s'étaient accompagnés d'un recul de la prospérité.

Sur le plan des valeurs, la soif mercantile chassa tout le reste. Le nouveau capitaliste n'était plus, sur le modèle de Max Weber, un homme qui épargne et se réfrène. Il était vorace, dépensier et exhibitionniste. Politiquement et idéologiquement, le centre gauche commença à revenir sur ses précédentes convictions : ce fut « la troisième voie ». Tony Blair le Britannique et Bill Clinton l'Américain, Lionel Jospin le Français et Gerhard Schröder l'Allemand, tout le monde se réconcilia à sa façon avec le néolibéralisme.

L'enfant chéri de cette école fut Silvio Berlusconi, l'escroc millionnaire qui gouverna, après 1995, l'Italie de Machiavel et de Gramsci. Les riches – non pas les riches d'antan, industriels et exploitants agricoles – se mirent à éviter les pauvres. C'est dans cet esprit que naquit le parti de « la Ligue du Nord », un mouvement populiste dont la cause principale était la sécession d'un Nord riche d'un Sud pauvre et l'autonomie de la « Padanie » (la Plaine du Pô). Berlusconi n'était en fait qu'un épisode d'un phénomène plus large. C'est ainsi qu'en ce qui concerne la formation des élites, lui-même rendit l'enseignement universitaire plus difficile pour les classes moyennes, et presque impossible aux classes pauvres et ouvrières. Les nouvelles élites furent plus dédaigneuses, et le désespoir des citoyens plus profond. Entre les partis, les dissemblances s'atténuèrent, et les résultats des élections ne firent plus grande différence. Le taux de participation au scrutin recula, tout comme l'adhésion aux partis du centre. Par contre, les marges des populismes, de droite et de gauche, enflèrent.

La démocratie en crise

En 2002, à Vienne, le « Parti de la Liberté », parti quasi-fasciste présidé par Jorg Haider, réussit à s'imposer au sein de la coalition gouvernementale. En France, Le Pen parvint au second tour de l'élection présidentielle. Des citadelles ouvrières qui avaient longtemps été

communistes prêtèrent l'oreille à son discours.

Fondamentalisme et terrorisme

Pour les classes pauvres, grâce à la télévision et aux autres médias, il fut plus facile de contempler à loisir les riches et leur mode de vie. Il n'était plus besoin de les épier. Le monde entier vivait en synchronie.

Mais dans ce « village global », la colère s'amplifia. Les voyageurs de l'avenir ne laissaient plus aucun espoir aux habitants des venelles et des ghettos. Ces derniers se réfugièrent dans leurs passés respectifs, qu'il soit réel ou imaginaire. Ils reflurent vers leurs pays d'origine, où les cloches identitaires sonnaient à toute volée, et renouèrent ce faisant avec l'arrogance, la violence et le fanatisme. C'est ainsi que leur exil ne fut plus que du corps, leur âme restant en arrière. Ce qui facilita le phénomène, c'est que les tarifs voyageurs avaient baissé, et quelques courtes visites une à deux fois par an étaient devenues possibles. Et sur place, à Londres ou Paris, l'émigré pouvait à loisir rêver de l'île paradisiaque, en mangeant son sandwich de falafel. Il lui fut également possible de passer des années à l'étranger, sans parler à ses compatriotes, les moyens d'intégration, comme les syndicats et les partis, ayant été paralysés. C'est ainsi que les quartiers et les écoles primaires ayant été ségrégués, l'Occident ne devint plus qu'un simple « lieu ». En outre, la main d'œuvre immigrée communiquant pauvrement, les ouvriers devinrent de bons candidats à l'exclusion, ce qui favorisa leur discrimination religieuse et culturelle. Les banlieusards d'entre eux n'étaient même plus une classe à exploiter ; ils étaient en-deçà de toute classe, exclus de l'économie, bons à être exploités. Plus grave, le progrès technique avaient rendu caduques les anciennes industries, de l'automobile de Detroit aux usines à tissage du Nord britannique. La délocalisation industrielle, les accords commerciaux transnationaux, la baisse des offres d'emplois que le progrès technique avait déjà raréfié, tout s'additionnait. Et en échange, quoi ? Les programmes de recyclage dans les nouvelles économies restèrent assez limités, et nos ouvriers de regarder par-dessus leurs têtes s'envoler les Bourses, pendant que l'État, impuissant, gardait le silence, tandis que les évasions fiscales se chiffraient par milliards. La crise de 2008 poussa le monde vers le pire : alors que les banques avaient provoqué la crise, ce fut principalement aux banques que toutes les aides se dirigèrent.

Colère...

La colère gronda : celle des pauvres blancs augmenta à mesure que leurs craintes d'extinction grandirent, la croissance démographique des gens de couleur, dans les sociétés pluralistes, étant plus forte que la leur. Les non-blancs, aussi, en particulier les musulmans, étaient en colère. La terreur ne provenait plus exclusivement de leurs pays d'origine ; elle se fabriquait aussi dans leurs milieux d'émigration occidentaux.

Dans les milieux des Blancs pauvres, certains ressentaient depuis le coup de Ben Laden (2001), qu'un « danger » musulman les menaçait. Les actions terroristes dans les villes occidentales les convainquirent que « l'État de droit » ne parvenait plus à les protéger. Une dernière sécurité les lâchait. Ils avaient déjà perdu

confiance auparavant dans « l'État providence » et dans « l'État de l'élite ».

Parmi les musulmans, le sentiment d'être détestés et persécutés se renforça. Chez eux, ils souffraient d'oppression, et la voilà qui les rejoignait dans leur pays d'exil. Exclus là et exclus partout, abandonnés de tous sauf de Dieu, autant être ses soldats !

En 2003, au plus fort de la guerre et des atrocités et horreurs de la prison d'Abou Ghreib, l'Irak argumenta à coups de motifs et de prétextes, son hostilité à l'Amérique. « Nos » valeurs dressées contre « leurs » valeurs. Et parce que la colère est irrationnelle et borgne, c'est son frère en souffrance que l'homme de la colère choisit comme ennemi.

Marée humaine

Quand la grande marée humaine des pauvres et des réfugiés déferla sur le Nord, balayant mers et frontières, certains habitants des pays d'accueil s'écrièrent : les Barbares arrivent ! Certains leur attribuèrent leur pauvreté passée et future, d'autres craignirent pour leur nombre, et d'autres encore, en Europe centrale comme en Europe orientale, leur firent assumer une infériorité politique remontant à une longue histoire de répression politique, ou encore aux tracés frontaliers arbitraires avec lesquels ils étaient restés irréconciliés, depuis l'effondrement de l'Empire des Habsbourg, un siècle plus tôt.

Aux États-Unis, ce sont les Mexicains qui assumèrent ce rôle, compliqué d'une crise raciale Blancs-Noirs remontant aux « forces confédérées du Sud ». Les musulmans, eux, n'avaient pas trouvé refuge en Amérique, mais l'héritage du 11 septembre et sa malédiction pouvait se réveiller à tout instant et les emporter. Le réveil de la conscience réactionnaire ne manquait pas de motifs de haine. En Europe, outre les réfugiés et les immigrés étrangers, il y avait la « bureaucratie de Bruxelles ». Aux États-Unis, où moins de la moitié des électeurs avait voté pour Trump, beaucoup de commentaires s'en inspirèrent : huit ans d'une présidence féminine, après huit ans de présidence d'un Noir ? Résistons au diable.

La Russie à son tour se mit à jouer sur la conscience frontalière et passéiste : la civilisation blanche est menacée par les musulmans ! Entretemps, « Daech » décapitait à tour de bras et faisait circuler les vidéos, clamant que l'islam était menacé par la civilisation des Blancs chrétiens. Et tous, à l'Est comme à l'Ouest, raffermirent leur emprise sur des sites Internet aussi peu fiables que largement diffusés, réservant à la haine dans ses formes les plus abjectes, l'audience la plus forte.

multiples sont les causes qui ont fait de la haine un crime dont la paternité est tout aussi multiple : l'économie et la politique, l'isolation et la mixité, l'arriération et le progrès, la droite comme la gauche, l'Orient comme l'Occident. Nous sommes tous coupables, parce que nous sommes tous humains. Toutefois, cette proposition quasi-métaphysique, ne doit pas nous empêcher de pointer le doigt vers cette phase de transition que nous vivons, à ses bouleversements et à l'inquiétude qui la marque. À chacun de choisir, selon ses conditionnements et l'historique de ses préférences, un ennemi qu'il haïra, tout en jouissant de sa haine.

Guerre du Liban : les référents des constructions mémorielles

Melhem Chaoul*

Un premier recensement des publications couvrant la période 1975-1977 a été effectué par Salam et Sadaka et publié en tirage limité. Le livre doit se trouver certainement à la Japhet Library de l'AUB où Sadaka était bibliothécaire.

La question qui se pose à notre mémoire est comment découper cette longue période de quinze ans en tranches et périodes qui partagent une même cohérence des faits, des buts politiques et des démarches mises en œuvre.

Tout en constatant l'existence de nombreuses chronologies, il faut bien se rendre compte qu'il n'existe pas encore une périodisation de cette longue période. Je propose de considérer la période de 1975 à 1982 comme un ensemble qui tient sa cohérence du fait que c'est la guerre de certains Libanais (majoritairement chrétiens) contre la présence armée palestinienne. La seconde période, qui suit l'invasion israélienne de 1982 jusqu'à 1990, tire sa cohérence du fait qu'il s'agit de restructurer un État à l'ombre de la présence militaire syrienne, et en considérant la composante chrétienne comme perdante dans ce nouvel intervalle qui sera parachevé par l'accord de Taëf.

La guerre sur... les noms de la guerre

Dix appellations définissent cette guerre et reflètent simultanément la poursuite du conflit dans la perception même qu'on en a.

1- La guerre civile

Dès 1976, un éminent universitaire, Kamal Salibi, introduit le terme « civile » pour qualifier la guerre qui se déclençait. Dans un célèbre ouvrage, *Crossroads to Civil War*, l'historien adopte ce qualificatif et analyse les racines historiques de la guerre à travers des décalages et les disparités sociales inhérentes à la société libanaise. Cette conception de la guerre ainsi que cette dénomination, seront celles que le Mouvement national adoptera, ainsi que les milieux de la gauche et les intellectuels, appelés à l'époque islamo-progressistes (Kamal Hamdane, Fawaz Traboulsi) et beaucoup d'universitaires et de journalistes de culture anglo-saxonne.

2- La guerre incivile

Le terme est d'Ahmad Beydoun (*Le Liban, Itinéraires dans une guerre incivile*), inventé en 1992, mais couvrant la guerre depuis 1976. Beaucoup de choses se cachent derrière le vocable incivile, en fait, tout le dispositif de la guerre du Liban : les milices, les exactions, les rackets, les vols et surtout les massacres des civils par les incivils et les déplacements forcés de populations. Une guerre se fait toujours contre les civils et contre la civilité.

3- La guerre pour les autres

En plein débat sur les causes internes de la guerre et son caractère civil, tombe en 1984



© Ayman Baalbaki / Gallerie Saleh Barakat / Gallerie Agial Art

le livre de Ghassan Tuéni qui établissait une approche de la guerre du Liban fondée sur la théorie de la guerre par procuration. Pour Tuéni, les facteurs externes et régionaux sont les éléments locomoteurs de la guerre du Liban. Ceux-ci financent, arment, fournissent matériel et hommes. Les facteurs internes, les groupes libanais ne sont pas pour autant innocents, leur complicité est totale, ils ont accepté de jouer en politique ce qu'ils font depuis des siècles dans le commerce : être les représentants exclusifs des acteurs externes.

4- La guerre des autres

Avec un glissement sémantique et une dose généreuse de bonne conscience, la guerre pour les autres deviendra la guerre des autres. Là, on se trouve dans un schéma explicatif tout à fait différent de la guerre, car il disculpe les Libanais devenus par le terme « des autres » des spectateurs passifs dans une confrontation qui les dépasse. Cette appellation de la guerre du Liban prendra une connotation quasi-officielle au cours du mandat du président Élias Hraoui.

a) La guerre du Liban

b) La guerre au Liban

c) La guerre libanaise

Pour les chercheurs et les intellectuels, il fallait trouver un terme neutre pour qualifier cette guerre. C'est pourquoi ce n'est plus

l'enjeu qui devrait déterminer l'appellation mais l'identité de l'espace qui l'accueille. Ce sera donc La guerre du Liban (Samir Kassir, Ahmad Beydoun, Antoine Jabre) ou La guerre au Liban (Jonathan Randal).

d) Les guerres du Liban

e) Les guerres des autres au Liban

f) Les guerres libanaises

À mesure que les recherches sur la guerre au Liban avançaient, il devint évident que l'utilisation du *singulier* (« la » guerre) ne rend pas la réalité du phénomène qui s'est étalé sur quinze ans, attisé par une intervention militaire syrienne et deux invasions israéliennes. Donc, il n'y a pas *une guerre* mais *des guerres*. Dans leur ouvrage commun de 1993 en langue française, Boutros Labaki et Khalil Abou Rjeily font le *Bilan des guerres du Liban*. Le pluriel est aussi la dénomination préférée du chercheur Waddah Charara et du journaliste Hazim Saghyyé. Le premier inventa le terme « *Les guerres libanaises* » (*al-houroub al-mulabnanat*) et Saghyyé parle *des guerres internes et externes du Liban*.

Au terme de cette tentative qui consiste à essayer de définir l'objet de notre mémoire collective, on propose de considérer le terme de guerre civile comme le plus erroné et celui des guerres du Liban comme le plus conforme à la réalité.

- Les CD et DVD sur la guerre du Liban produits par la chaîne al-Jazeera.

- Les travaux de Maria Chakhtoura sur les graffiti : La guerre des graffiti et l'exposition *Les Murs de la honte* (Walls of Shame), 1975-1978.

- Zeina Abirached : *Le Jeu des hirondelles*, bande dessinée sur la guerre vécue à Achrafieh.

Le cinéma

- Les films de Maroun Baghdadi : *Petites guerres*, *Hors la vie*, *L'Homme voilé*.

- Burhan Alawiyyeh : *Beyrouth, la rencontre* (Bayrou al-Likaa').

- Le film de Rami Douéri : *West Beirut*

- Nadine Labaki : *Et maintenant on va où ?*

Les lieux et leurs dénominations

Les lieux et les acteurs ont reçu des dénominations durant la guerre, indépendamment de leur appellation officielle utilisée couramment.

Beyrouth : à un barrage milicien sur la route, si vous dites « je suis de Beyrouth », ça ne marche pas ! Il faut préciser « Beyrouth-Est ou Beyrouth-Ouest ». Est signifie le secteur Achrafieh sous contrôle des Forces libanaises dirigées par les partis chrétiens du Front Libanais. Ouest, en revanche, signifie la zone opposée contrôlée par les milices du Mouvement national, des partis de gauche et des organisations palestiniennes.

Les régions : Il faut savoir aussi comment chaque partie désigne « sa » région et comment ses adversaires le font de leur côté. La zone qui va de Beyrouth-Est à la banlieue Nord-Est, la moitié du Metn, le Kesrouan, Jbeil, et la région-sud de Batroun est appelée par les Forces libanaises « régions libérées », Manatiq mouharrara. Les partis du Mouvement national et la gauche les qualifient de « zones isolationnistes », manatiq in'izaliyyah, et les partis du Front libanais « les forces isolationnistes », kiwa in'izaliyya. La zone qui va de Beyrouth-Ouest en direction du Liban-Sud et le sud du Mont-Liban est appelée par le Mouvement national « les régions nationales », manatiq wataniyya, et par les Forces libanaises « régions occupées », manatiq muhtallat. A partir de 1977, le Liban-Nord et la plaine de la Békaa sont devenus les « régions syriennes ».

Lignes de démarcation et voix de passage

La principale ligne de démarcation, khatt tamass, traverse Beyrouth de la région du Port à l'Est jusqu'à la sortie au niveau de Hazmieh, sur la route de la Montagne. Ainsi, elle coupe Beyrouth en deux secteurs bien distincts. Sur cette ligne se trouvent des points de passage appelés ma'aber, qui peuvent être fermés ou ouverts sans que les usagers ne le sachent à l'avance.

* Professeur en sociologie à l'Université libanaise

Sources sonores : les chansons

- Marcel Khalifé : *Rita*, Ya Bahrieh, *On cultivera des centaines de coquelicots à Chiyah*, etc.

- Les chansons des Forces libanaises disponibles en CD à la Fondation Bachir Gemayel, dont le titre phare est : *Achrafieh le commencement*, *Les débuts de Bachir...*

- Les chansons de Pascale Sacre, dont le titre principal est : « *Un Seul Liban* ».

Tous ces titres sont engagés et leurs compositeurs/interprètes sont des militants affiliés à un camp (gauche islamo-progressiste) ou à un autre (milices chrétiennes). On peut aussi mentionner les chansons patriotiques de Feyrouz (Behebak ya Lebnan) et Majida el-Roumi (Rajeh yetaamar Lebnan et Ya Bayrouth).

Les principales sources imprimées

Mémoires

Amine Gemayel : *L'Offense et le pardon*, Gallimard, 1988

Camille Chamoun : *Mémoires et souvenirs*, Imprimerie catholique, 1979

Kamal Joublat : *Pour le Liban*, Stock, 1978

Photos et chronologies

- As-Safir, Centre de documentation, Loubnan 1982 : *Yawmiyyat al-ghazou al-Israïli, wathaiq wa souar*. Photos et documents sur l'invasion israélienne de 1982.

- Joseph Chami : *Le Mémorial de la guerre, 1975-1990*. Il couvre les deux mandats Sarkis et Gemayel.

- Joseph Chami : *Deux volumes sur la guerre*

de 1975-1976 et sur la suite de 1977-1982. Photos, documents et chronologies.

- René Chamussy : *Chronique d'une guerre*, Le Liban, 1975-1977, Desclé, 1978.

- Stavro Jabra : *Vie et mort sans légende*, 1982, photos.

- Zaven Kouyoumdjian : *Shot Twice*, 2003. Cet album interpelle directement la mémoire en montrant avec un intervalle de trente, vingt ou quinze ans les mêmes endroits, les mêmes lieux avec les mêmes personnes. Comment ils étaient et comment ils sont devenus.

Les œuvres créatives

- Les pièces de théâtre de Ziad Rahbani, Rafic Ali Ahmad, Roger Assaf et Yacoub Chedraoui.

« Pas de paix sans justice »

La justice transitionnelle au Liban : une approche qui rend justice aux victimes de la guerre et de la violence politique et restaure la confiance des citoyens dans l'État.

Carmen Hassoun Abou Jaoudé*

Pour commémorer la guerre de 1975, il faut que cette guerre soit terminée. Est-elle vraiment terminée ? Le silence des canons est-il un signe de paix ? Quels sont les éléments d'une paix réelle et durable ?

Il est frappant de se rappeler la date du 13 avril 1975 comme étant la date du début officiel de ce qu'on appelle « la guerre civile » et de ne pas se souvenir ou commémorer sa fin, comme c'est le cas d'événements dont on ne célèbre que la fin, à l'instar de la Deuxième guerre mondiale, qui s'est achevée en 1945. Pourquoi ne célébrons-nous pas le début de la paix mais celui de la guerre ? Est-ce parce que de nombreuses personnes ont le pressentiment qu'elle ne s'est pas réellement achevée et qu'elle se poursuit par d'autres moyens et outils ? La guerre est toujours présente soit dans les discours incitatifs et les combats politico-communautaires soit dans les petites guerres. La guerre ne semble pas terminée tant que nous avons peur qu'elle néclate de nouveau, à n'importe quel moment, et tant qu'il est quasi-interdit d'en parler ou d'en faire le récit. C'est comme si elle ne s'est pas encore achevée tant qu'elle ne figure pas dans les programmes pédagogiques, culturels et scolaires qui relatent ses faits et ses conséquences, permettant ainsi aux enfants et aux jeunes de comprendre leur pays à travers une pensée historique et critique qui contribuerait à éviter la reprise de la violence et des crises, et de construire une paix véritable et durable.

Une génération qui ne connaît de la guerre que le nom

Lorsque, dans le cadre de mes conférences dans les écoles et les universités sur la guerre et ses conséquences sur les gens et la société, je communique avec des groupes d'étudiants, je suis surprise de constater qu'une grande majorité d'entre eux ne connaît de la guerre que le nom. Seule une petite minorité possède des informations historiques justes. Avec eux, je ne discute pas uniquement du passé que j'ai vécu lorsque j'avais leur âge ou de ce que leurs parents ont connu, mais de la violence qui se poursuit, qu'ils ont vécue et dont ils ont été probablement victimes. En effet, au cours de la dernière décennie, les jeunes ont vécu des guerres proches ou lointaines. Ils assistent à la guerre qui se poursuit en Syrie depuis 2011 et à ses conséquences dont les massacres, l'exode, les disparitions forcées et la violence directe qui s'est étendue jusqu'à leur pays. Ils se rappellent de la guerre de 2006 qui a affecté un grand nombre d'entre eux. Ils n'ont pas non plus oublié, depuis 2005, la série d'assassinats et d'attentats et des conflits armés internes s'étendant de Beyrouth à Nahr el-Bared, en passant par Tripoli et Abra. Nous devons l'avouer : nous n'avons pas réussi à protéger nos enfants de la violence politique. Les institutions de l'État n'ont pas non plus réussi à garantir leur sécurité et à empêcher que les droits de l'homme ne soient bafoués.

Cette génération a le droit de s'interroger sur les raisons pour lesquelles la violence se répète et se poursuit. Elle a aussi le droit de connaître les raisons de cette violence et d'en être protégée par son État. Nous essayons, en tant que spécialistes et professionnels dans les secteurs de la construction de la paix et de la justice transitionnelle, de réfléchir et de sensibiliser les jeunes et la société libanaise sur l'importance de faire face à la violence politique d'un point de vue humain et pédagogique, ce qui contribue à jeter les bases justes et saines d'une paix véritable et durable.

Nous ne reviendrons pas à ce stade sur les circonstances qui ont mené à l'accord de Taëf et ses suites sur lesquels beaucoup a été écrit. Nous essaierons toutefois de le placer dans le contexte du concept de la justice transitionnelle. Celle-ci se base sur des mécanismes ou des initiatives qui accordent la plus grande importance aux victimes de la violence politique et des atteintes aux droits de l'homme, durant la période de transition de la guerre à la paix ou durant le passage démocratique d'un régime despote à un État qui respecte les libertés.

En plus de faire passer en jugement les principaux responsables des violations, les mesures non-pénales aident à rendre justice aux victimes. Parmi ces mesures, les commissions de vérité qui contribuent à faire la lumière sur les vérités et à reconnaître la souffrance des victimes. Contrairement aux procès judiciaires auxquels prend part un nombre restreint de victimes, les commissions de vérité permettent à de grands nombres d'entre elles de s'exprimer sur leur histoire, leur souffrance et les exactions commises à leur encontre. Souvent, ces commissions recommandent la mise en place de programmes visant à réparer les préjudices personnels et collectifs au cas où des groupes de personnes ou encore des villages entiers ont été victimes de violations massives. De plus, les initiatives s'articulant autour de la mémoire, des cérémonies de commémoration et des excuses publiques constituent une forme de réparation, ainsi que de reconnaissance de la vérité et de la souffrance des victimes. À ces mesures prises durant la phase transitionnelle s'ajoute la réforme des institutions, notamment la justice et les services de sécurité. Cela peut englober un amendement de la Constitution et des



© "Pas de paix sans justice" - Oeuvre du calligraphe Fadi Otwayd

lois du pays pour qu'elles soient en harmonie avec les critères internationaux des droits de l'homme.

Quelle justice au Liban ?

Au Liban, après 1990, la justice transitionnelle n'a pas été le choix des gouvernements de « la paix civile ». Le leadership politique engendré par la guerre n'a pas envisagé de se remettre en cause, de dévoiler toute la vérité dans les livres d'histoire, encore moins de commémorer la guerre. Alors que les Libanais se souviennent du 13 avril comme d'une date funeste et que certaines associations de la société civile la commémorent « pour qu'elle ne se répète plus jamais », l'État libanais refuse de la considérer comme un jour national pour entreprendre un travail de mémoire, mais aussi pour tirer les leçons du passé. D'où l'expression « amnésie » ou perte de mémoire officielle que la classe politique a créée dans une tentative de rayer quinze années ou plus – pour ne pas exclure quinze années de tutelle syrienne et d'atteintes diverses – de la mémoire des Libanais et d'interdire qu'on l'évoque dans les programmes scolaires. Les services de l'État continuent à interdire les films et à contrôler la production artistique qui se penche sur la guerre, sous le prétexte de « préserver la paix civile », d'éviter les « dissensions confessionnelles » ou autre. Autant de justifications qui ne sont ni convaincantes ni utiles.

La guerre s'est achevée par un compromis politique – et non pas par un accord de paix – entre les chefs des milices, avec une bénédiction arabe et internationale. Ils se sont réconciliés et mis en avant le slogan trompeur « ni vainqueur ni vaincu ». Et pour cause, puisqu'en définitive, certains des partis ayant participé à la guerre en sont sortis perdants et vaincus. « Tout le monde est coupable et tout le monde est victime », est aussi l'un des nombreux mythes de la guerre que nous répétons. Un slogan qui a oblitéré les droits des victimes de la guerre, notamment les disparus et leurs familles, et a justifié l'amnistie accordée aux coupables à travers une loi prévoyant de « tirer un trait sur le passé ». Des exceptions ont toutefois été faites, classifiant de manière sélective les victimes. En effet, la loi d'amnistie qu'avaient adoptée en 1991 les députés d'un Parlement dont la légitimité est mise en cause (il avait été élu en 1972) a exclu les crimes commis contre des dirigeants politiques et religieux, ainsi que contre des diplomates étrangers. Ces dossiers ont été déferés devant la Cour de justice, alors que ladite loi a disculpé ceux qui ont commis des crimes contre des personnes ordinaires. C'est ainsi que « la paix civile » a été imposée sur les vestiges de la justice, de l'équité et des droits des gens. Au terme de longues années de souffrances et de guerres, les Libanais n'ont pas essayé de défier ou de refuser ce

compromis-marché ni les mesures qui y sont rattachées. Ils ont juste voulu que les canons se taisent et qu'ils puissent mener une vie normale et digne. La justice a été troquée contre la promesse d'une paix civile, et le règne de la loi par la tutelle d'un régime qui ne respecte ni la justice ni les droits de l'homme ; perpétuant ainsi la culture de l'impunité du plus haut au plus bas de la pyramide. Revenons au concept de la justice transitionnelle en tant qu'approche essentielle pour affronter la violence d'un passé lointain ou proche et construire une paix réelle et durable. Au Liban, le traitement du dossier des déplacés a constitué la seule mesure prise par l'État dans une optique de réparations matérielles en créant, le ministère des Déplacés et la caisse des indemnités. Mais nous savons bien que le processus suivi n'a pas été à la hauteur des attentes des dizaines de milliers des victimes de l'exode, soit parce qu'on n'a pas reconnu réellement leur souffrance, soit parce qu'on les a mis à pied d'égalité avec les responsables directs de leur exode et du massacre de leurs familles, soit encore parce que les mesures adoptées étaient douteuses et caractérisées par la corruption et le clientélisme. On a discuté sur le retour et la réconciliation dans les villages de la Montagne, mais personne n'a évoqué les victimes, leurs sentiments et leurs droits à l'équité et la justice.

En ce qui concerne la cause des disparus, elle reste essentielle dans toute tentative pour construire une paix réelle au Liban. Mais la classe politique est-elle prête à traiter sérieusement cette cause, alors qu'elle compte dans ses rangs des parties qui, durant la guerre, ont été responsables du rapt, de la disparition et de l'élimination de milliers de personnes ? Que doit-on donc faire pour construire une paix réelle et durable au Liban ? Que peuvent offrir les mesures de la justice transitionnelle ? Comment faire pression sur l'État libanais pour qu'il l'adopte dans le cadre de ses politiques ?

En l'absence d'une volonté politique pour traiter les dossiers de la guerre qui sont toujours en suspens, des associations de la société civile ont, au cours des dernières années, mené des initiatives susceptibles de contribuer à affronter le passé. Celles-ci ont été axées sur des projets et des activités qui raniment la mémoire de la guerre et qui encouragent le dialogue entre les générations et la réconciliation. Certaines de ces associations ont mis l'accent sur l'importance de la sensibilisation de la société, comme sur la nécessité d'exercer une pression sur les gouvernements pour trouver une solution au dossier des disparus. Plusieurs rapports et études sur les conséquences de la guerre ont été publiés. Certains de ces documents ont souligné l'importance de traiter les séquelles de la guerre en se basant sur les principes de la justice transitionnelle. Ainsi, en 2014, un consortium regroupant des associations de la société civile et des universitaires, avec le soutien du Centre international pour la justice transitionnelle, a émis une série de recommandations qui peuvent constituer une feuille de route efficace pour affronter le passé et rendre justice aux victimes de la violence politique. Cela permet de jeter des bases saines pour une vraie réconciliation entre les groupes et les individus, au nombre desquels figurent les Palestiniens et les Syriens(1).

« Pas de paix sans justice », n'est pas un slogan, mais une pratique et une voie qu'ont choisie des pays ayant connu la guerre et le despotisme. La responsabilité pénale est une partie essentielle de la justice qui pourrait empêcher la violence et la guerre de se renouveler et mettre fin à l'impunité. Mais la justice consiste aussi à traiter avec équité les victimes de la violence politique, notamment celles qui continuent à souffrir comme les familles des disparus. La justice consiste également à permettre à la nouvelle génération de connaître ce qui s'est passé dans le pays et les raisons pour lesquelles ces événements ont eu lieu, en permettant, à cet effet, aux historiens et aux pédagogues de développer des programmes pédagogiques et culturels complets qui retracent les faits historiques du Liban et qui racontent et respectent les mémoires des communautés libanaises et non-libanaises qui vivent sur son territoire. La justice c'est aussi de mettre un terme à la discrimination entre les citoyens et les citoyennes du Liban, de permettre aux réfugiés installés au Liban de vivre avec dignité et humanité pour qu'ils ne soient pas entraînés dans la haine, l'extrémisme et la violence. La justice c'est aussi d'œuvrer au développement des régions marginalisées et pauvres, de réformer les institutions de l'État, d'appliquer les lois pour que les citoyens puissent de nouveau y avoir confiance. Lorsque la justice et l'équité seront établies, alors seulement, nous pourrons parler de paix, tirer les leçons du passé pour qu'il ne se répète pas et construire un avenir sûr et stable pour nos enfants et les générations futures.

(1) <https://www.ictj.org/sites/default/files/ICTJ-Lebanon-Recommendations-2014-ENG.pdf>

* Chercheuse au Centre d'études sur le monde arabe moderne de l'Université Saint-Joseph. Ancienne directrice du bureau du Centre international de justice transitionnelle au Liban

Défis

Les charniers au Liban : vestiges du passé ou défis pour le futur ?

Wadih el Asmar*

Dans un pays qui a du mal à sortir de sa guerre civile et à entamer un vrai travail de mémoire et de réconciliation, évoquer la question des charniers ressemble à une provocation tellement les plaies de la guerre sont toujours présentes. Faut-il pour autant se taire et ne pas réfléchir à la meilleure approche à adopter pour apporter des réponses à toutes celles et ceux concernés par ce drame ?

La réponse est complexe. Il faut tout d'abord insister sur le fait qu'évoquer la question des charniers ne signifie en aucun cas accepter le fait que toutes les personnes victimes de disparitions forcées au Liban sont mortes. Le CLDH⁽¹⁾ et SOLIDE⁽²⁾ ont identifié et recensé une centaine de victimes qui avaient été déportées vers la Syrie voisine et dont des preuves de vie n'ont cessé d'être rapportées à leurs familles. En dehors de ces centaines de cas, il est essentiel de se demander comment apporter des réponses aux familles des victimes dont les proches sont restés au Liban mais aussi à la société libanaise dans son ensemble.

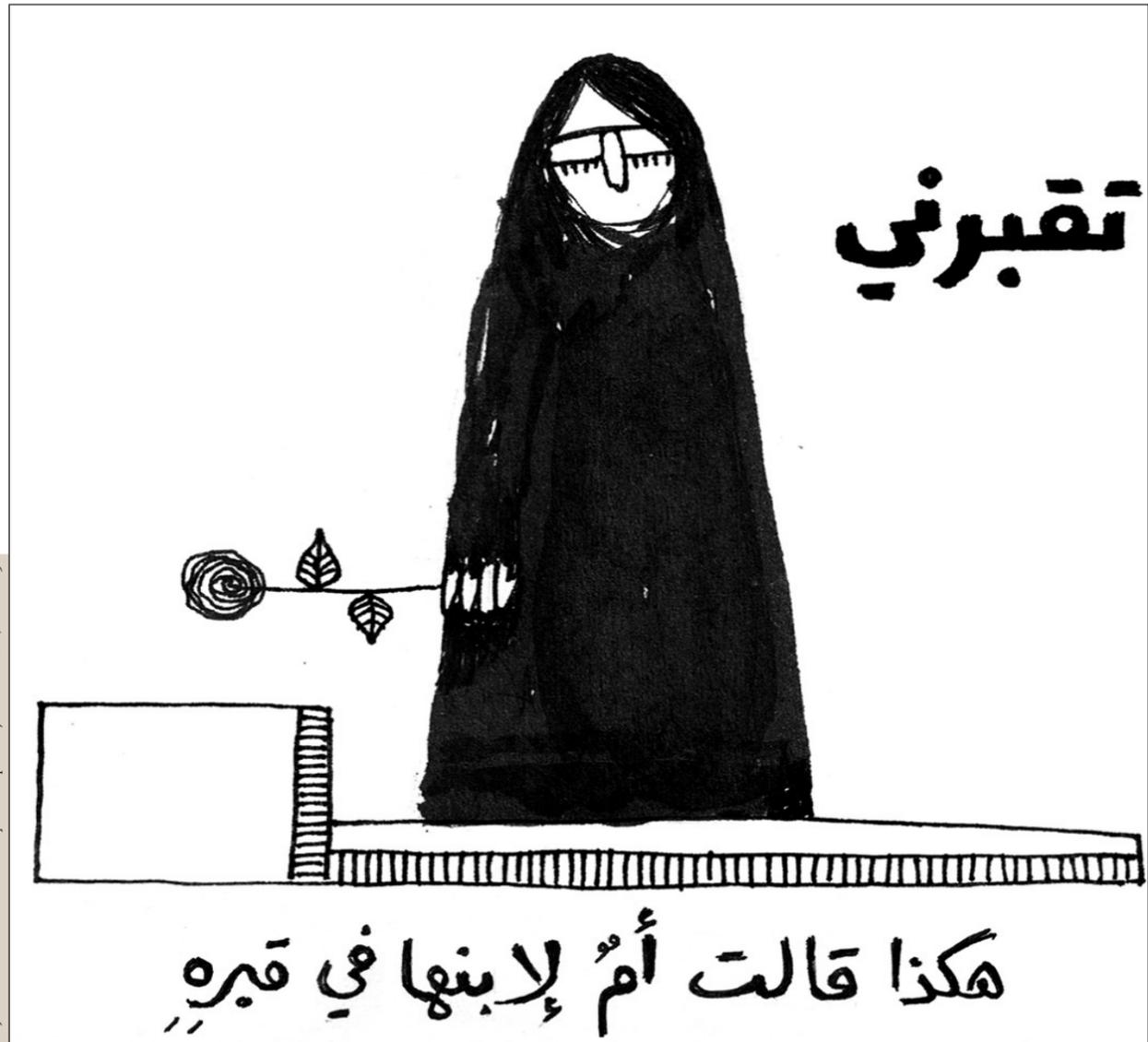
Pour aborder cette question délicate, il est évident que l'approche ne doit pas être approximative, il s'agit avant tout de dépouilles humaines et de la mémoire d'un conflit qui couve sous les cendres d'une paix ultra-fragile. Dans une déclaration à l'AFP le 13 avril 2015 Waddad Halawani⁽³⁾ disait : « Nous voulons seulement connaître leur sort, et leur offrir une sépulture pour pouvoir s'y recueillir »... Il ne s'agit pas d'opposer l'ouverture des charniers à l'oubli de leur existence. Le débat qui traverse la société libanaise est multiple, et la question des charniers réveille rapidement les démons du passé, car admettre l'existence de charniers, c'est accepter le fait que la guerre ne fut pas un accident de parcours mais bien une succession de crimes organisés et planifiés. Prendre position pour une ouverture des charniers sans une vraie stratégie, c'est prendre un double risque : d'un côté raviver les blessures du passé alors que rien ne fut entrepris pour les affronter et les soigner, d'un autre côté perdre par notre incompétence les informations que la nature protège méticuleusement pour nous.

Quand nous évoquons les charniers aujourd'hui, il faut garder à l'esprit que nous parlons d'environ 400 sites à travers tout le Liban. L'ONG UMAM en a recensé une vingtaine au prix d'un travail titanesque⁽⁴⁾. Elle se consacre aujourd'hui à l'identification des charniers à proximité des anciens lieux de détention. Ce travail s'inscrit dans le long combat entamé dès les années quatre-vingt par le Comité des familles de disparus et de personnes enlevées au Liban. Il est soutenu depuis par de nombreuses organisations de la société civile. Au-delà des efforts d'archivage et d'identification, ce travail a conduit au dépôt de plusieurs plaintes avec le soutien d'avocats en particulier ceux de l'Agenda Légal⁽⁵⁾, une organisation qui a soutenu les familles dans leur plainte devant le conseil d'État. La démarche a abouti à la reconnaissance par la plus haute instance administrative au Liban du « droit de savoir » pour ces familles. Avant cette décision, une autre avait permis la mise sous protection légale de 3 charniers identifiés dans Beyrouth et sa banlieue.

Ces efforts combinés à ceux de plusieurs comités de familles et d'organisations de la société civile, ont permis de garder la question des disparus à l'ordre du jour au niveau national, mais ils ont aussi permis de s'opposer à toute tentative de destruction des charniers, quand ces tentatives étaient connues.

Protéger les charniers pour conserver la mémoire enterrée est essentiel tant que le Liban ne s'est pas doté des mécanismes techniques et légaux afin de pouvoir exploiter le contenu de ces charniers.

Il serait catastrophique de se lancer dans l'ouverture hasardeuse des charniers sans qu'aucun mécanisme d'identification, d'archivage et de gestion des données ainsi recueillies ne soit mis en place, à l'image de ce qui se passe chez nos voisins chypriotes⁽⁶⁾ par exemple où une commission impliquant toutes les parties prenantes



au conflit a mis en œuvre un processus d'identification, d'exhumation et de restitution des corps des victimes aux familles. Or actuellement le Liban n'est pas prêt à affronter son passé et encore moins à être en mesure d'exploiter les données ainsi recueillies pour apporter les réponses nécessaires aux familles des victimes et éviter que l'ouverture des charniers ne ravive les clivages et conflits de la guerre civile.

Les charniers au Liban, c'est la mémoire de la guerre mais aussi les dépouilles mortelles qui permettraient à des milliers de familles de tourner la page de cette guerre. Aborder le sujet en ignorant l'une ou l'autre de ces dimensions c'est prendre le risque d'une double injustice vis-à-vis des victimes, celle de les avoir privées d'une sépulture digne dans le passé et maintenant celle de les transformer en acteur de division de par l'exhumation hasardeuse de leur corps.

Aborder la question des charniers et de leur exhumation sans se préoccuper de la question de la vérité, de la justice et de la réconciliation au Liban est un risque pour l'avenir, car ces victimes ensevelies sont celles d'un conflit qui ne demande qu'à être réveillé et que nous leur devons, par respect pour leur douleur et celle endurée par leurs proches, de ne pas en faire les causes d'un nouveau conflit. Faut-il pour autant ne rien faire ? Sûrement pas. Il me

semble primordial de préparer l'avenir en exigeant de l'État libanais la mise en place d'une commission nationale indépendante pour les victimes de disparitions forcées et les disparus de la guerre, mais aussi d'entamer une formation des forces de sécurité au traitement des charniers et des corps exhumés, et à la gestion des données ADN ainsi collectées pour l'avenir. Mais aussi de collecter les données ADN des familles afin d'être en mesure de faire les comparaisons.

La découverte accidentelle de charniers n'est jamais à exclure et l'État doit être en mesure de traiter d'une façon appropriée les dépouilles mortelles ainsi exhumées et de les remettre dignement aux familles.

Pour terminer, il faut avoir à l'esprit que les charniers ne sont que les conséquences de la barbarie des criminels de guerre au Liban. Toute approche qui occulterait ce crime ne servirait qu'à préparer des crimes similaires dans le futur. Le Liban a besoin de faire la paix avec sa mémoire pour pouvoir se construire un avenir pacifié, et les charniers sont le passage symbolique vers cet avenir. De la manière dont nous les traitons dépendra la façon avec laquelle l'avenir nous traitera.

* Président du Centre libanais des droits humains.

(1) Centre libanais des Droits humains (www.cldh-lebanon.org)

(2) Support of Lebanese in Detention and Exile (www.solidelb.org)

(3) Présidente du comité des familles des disparus et des personnes enlevées au Liban

(4) <http://www.memoryatwork.org/index.php/subtopic/1/2013/10081>

(5) www.legal-agenda.com

(6) www.cmp-cyprus.org

Nos histoires de (et sur la) guerre

Avez-vous vécu la guerre civile au Liban ? Avez-vous vécu la guerre et continuez à la vivre en Syrie ?

Des questions posées par le Programme des Nations Unies pour le développement, dans le cadre d'une invitation à écrire des histoires sur la guerre, annoncée précédemment sur les réseaux sociaux du Pnud. Nous avons reçu de nombreux récits conformément à un certain nombre de conditions, notamment que les sujets abordés reflètent une expérience personnelle dans un abri, un épisode de bombardements à l'intérieur du domicile ou une expérience personnelle d'évasion.

Vous trouverez ci-dessous les histoires sélectionnées.

Éclats de mémoire : « Nos histoires de guerre »

Aïcha Yakan

Je n'ai pas l'habitude d'employer la langue dialectale pour écrire, mais les souvenirs de la guerre m'ont projetée dans les tréfonds d'une enfance dispersée qu'il m'était impossible de raconter en arabe littéraire.

Qui sont ces gens qu'on désigne par « eux » ? Qui sommes-nous ? Que quelqu'un me le précise.

Où étaient-ils ? Où sommes-nous arrivés ? Vers où va-t-on ?

Nous sommes les enfants de la guerre... Et eux ? Ils sont les enfants de qui ?

Comment étions-nous ? Que sommes-nous devenus ? Comment ce passage s'est-il effectué ? Nous n'en savons rien.

Pourquoi sont-ils morts ? Pourquoi avons-nous survécu ? Qui sont-ils ? Qui sommes-nous ?

Eux sont partis... Pourquoi sommes-nous restés ? Nous sommes la génération de la guerre...

C'est le nom qu'ils nous ont donné... C'est en tant que tel qu'ils nous ont élevé... C'est en tant que tel que nous avons grandi.

Nous sommes toujours la génération de la guerre.

Quelle guerre ? Pourquoi y a-t-il eu une guerre ? Qui voulait la guerre ?

Que quelqu'un me dise qui.

« Papa, papa. Dis, comment se fait-il que notre voisin est devenu notre ennemi et que les visites entre nous ont cessé ? ».

Pardonnez-nous, si nous avons commis une erreur. Rendez-nous nos bicyclettes...

Venez qu'on joue ensemble et qu'on poursuive nos histoires...

Venez qu'on démantèle les barricades et qu'on joue dans les quartiers.

Boum, Boum, Boum !

« Les enfants, dépêchez-vous... Les enfants, fuyez... Tenez-vous loin des fenêtres... Attention de vous en approchez... Cachez-vous, cachez-vous. Réfugiez-vous derrière les piliers ».

Les balles pleuvent... Les balles atteignent les maisons.

Des balles perdues... Des balles non perdues.

Les obus pleuvent. Ils n'épargnent personne...

Des immeubles sont mitraillés...

Des immeubles sont détruits...

Tous ces projectiles atteignent une cible... Tous tuent...

Tous détruisent... Tous brûlent...

Et puis après ?

Laissez-moi dormir... Laissez-moi grandir... Laissez-moi vivre en paix.

Je veux sauter... Je veux jouer... Je veux rêver de paix.

« Maman, c'est quoi ces bruits ? Pourquoi des matelas sont à même le sol dans les corridors ? Pourquoi les vitres volent-elles en éclats et les murs tremblent-ils ? ».

Boum, Boum, Boum !

« Les enfants, éloignez-vous... Les enfants, revenez... Les enfants, rentrez, ne restez pas au balcon. Cachez-vous. Abritez-vous des obus qui transpercent les murs... Qu'as-tu fais, petite folle ? Où es-tu montée alors que tes frères et sœurs sont tous cachés ? ».

« Maman, j'ai eu peur pour ma robe à cause des éclats d'obus qui tombent sur les balcons... Je veux la porter pour la prochaine fête et célébrer avec les voisins ».

« Tu vois bien les balles qui pleuvent et les obus qui enflamment tout !... De quelle fête tu parles ? Quel monde ? Commençons par rester en vie jusqu'à demain, et remercions Dieu pour sa grâce à chaque aube qui se lève ».

Boum, Boum, Boum !

« Mamie, mamie, cache-moi sur tes genoux. Laisse-moi me sentir en sécurité. Raconte-moi une histoire où il n'est question ni de bombes ni de fusils... Si tu connais une histoire dont les héros ont vécu en paix, raconte-la-moi pour que je puisse rêver... Laisse-moi sur tes genoux, reconstruire le pays de nouveau ».

Boum, Boum, Boum !

Qui est mort ? Qui a été blessé ? Qui a été tiré au sort ?

C'est le tour de qui aujourd'hui ? Posez la question à notre voisin, Abou Amine. Il tient un registre dans lequel il inscrit chaque nouveau rêve qui s'évanouit...

Tenez, voici le registre des personnes portées disparues. Ses pages sont remplies.

Tuées... Portées disparues... Déplacées... Émigrées.

Une guerre avec qui ? Pour qui ? Mais que quelqu'un me dise qui !

On a dit que c'est une guerre civile.

Papa, que veut dire « guerre civile » ?

Quels civils font la guerre ? Quels civils tuent leurs enfants ?

Les civils font-ils la guerre ? Les civils détruisent-ils leur pays ?

Ceci n'est pas une guerre civile, mais une guerre barbare.

Faites en sorte que les civils arrêtent la guerre... qu'ils reconstruisent leur pays.

Nous sommes morts durant cette guerre et personne ne nous a reconnus...

Nous nous sommes perdus durant cette guerre et personne ne nous a retrouvés...

Nous avons vécu toutes les années de la guerre et personne ne nous a jamais rien demandé...

Comment avons-nous été élevés après la guerre ? Personne n'a répondu.

On nous appelle « la génération de la guerre » !

Non. Ce n'est pas vrai

Nous sommes la génération de la paix.

Mais quelle paix ?

La paix de Dieu.

L'abri

Adel Nassar

La nuit, dans le dépôt de l'un des immeubles sur la ligne de



© Caril Hallal

démarcation qui divisait la ville en deux, l'Est et l'Ouest, de nombreuses familles étaient tapies à l'abri des bombardements entre les parties en conflit. Des accrochages qui ne cessaient que quand les combattants reprenaient leur souffle, après une activité épuisante. Durant ces moments, les francs-tireurs prenaient le relais en épiaient les habitants, qui profitaient du répit pour sortir des abris et faire leurs achats. C'est à ce moment-là qu'ils leur tiraient dessus à chaque fois que l'occasion se présentait.

Le temps s'écoulait très lentement et l'ennui gagnait les personnes réfugiées dans les abris, dès que les enfants s'endormaient ou que leurs cris s'apaisaient. C'est à l'un de ces moments que ceux qui étaient encore réveillés ont entendu durant la nuit une plainte faible qui s'est transformée peu à peu en sanglots entrecoupés, puis en véritables pleurs. La panique a gagné l'abri : les femmes et quelques hommes ont commencé leurs recherches pour déterminer la source des pleurs. L'endroit était empli d'une odeur de moisie indescriptible en raison de l'entassement d'un grand nombre de personnes, du manque d'hygiène et de la chaleur excessive.

C'est finalement une des mères qui a découvert la source de la voix. Elle venait de sa propre fille, vers laquelle elle s'est précipitée et qu'elle a rapidement tenté de calmer afin de s'enquérir des causes de son chagrin, avant l'arrivée des autres. Elle s'est mise à tapoter sur le dos de la fillette et à lui chuchoter à l'épaule pour la rassurer, lui demandant s'il lui était arrivé quelque chose de mal. La fillette s'est mise à marmonner, répétant à plusieurs reprises une seule phrase : un scandale, maman, un scandale ! La peur a gagné le cœur de la mère qui, paniquée, s'est tue. L'accablement apparent sur le visage de sa mère a poussé la fille à clarifier rapidement ce qu'elle entendait par « scandale ». Elle lui a expliqué qu'elle ne supportait plus sa mauvaise odeur corporelle qui lui irritait l'odorat. Il a suffi de ces quelques mots pour ramener le calme au cœur de la mère et de la fille !

Le printemps de notre jeunesse s'en est allé avec l'automne de la patrie

Toufic Manafikhi

Plusieurs années après le début de la guerre en Syrie, et alors que la mort est partout, ainsi que la terreur qui sévit dans les écoles, les ruelles et les immeubles, les affrontements ne font plus de distinction entre les différents protagonistes et la population qui reste un pont entre tous les agendas politiques. Le temps a passé et je me suis habitué aux bruits des explosions. Ils ne me font plus peur, tout comme mes yeux se sont habitués aux immenses destructions partout en Syrie. Mes yeux ne sont même plus sensibles à la poussière causée par les explosions et les dévastations qui en découlent. Ils ne larmoient plus en voyant un immeuble s'effondrer et mon corps ne tremble plus à l'écoute des cris des enfants du quartier. Je suis désormais au-delà de la peur.

Je ne parviens même plus à me souvenir de mon université à Alep, là où toute ma famille a fait ses études et dont l'atmosphère générale était marquée par la détente, la concurrence scientifique et l'échange de connaissances. Je me suis arrêté à la première année à la Faculté de Médecine et je revois les camarades installés autour de la table sirotant un café en écoutant les chansons de Feyrouz sous les chauds rayons du soleil.

Je me rappelle toutefois d'un jour où nous venions d'achever un cours ennuyeux. En attendant le suivant, nous nous étions installés comme d'habitude autour de la table. Nos rires emplissaient l'air. Nous nous étions habitués au souci et surtout au fait de ne pas imaginer notre avenir. Nous nous contentions du présent et des trois jours à venir. Nous parlions de nos rêves en espérant qu'ils pourront se réaliser... Ce jour-là, un groupe d'étudiants avaient amené un gâteau d'anniversaire pour un des leurs. Ils ont soufflé les bougies en chantant le fameux « happy birthday » et ils se sont ensuite mis à danser. Leurs voix avaient couvert le bruit des tirs et suspendu notre conversation banale. Mais cette joie fragile n'a pas duré longtemps. Un obus de mortier est tombé à proximité et il a réussi à faire taire l'ensemble de la faculté, professeurs et étudiants, la voix de Feyrouz et même le bruissement des feuilles des arbres sous la brise. Un silence soudain, lourd chez les humains, comme chez les oiseaux et la nature.

Nous nous sommes regardés, comme si nous cherchions à nous donner de la force pour ne pas nous enfuir, alors que les battements de nos cœurs exprimaient notre terreur. Notre sueur n'avait pas eu le temps de sécher et le sang n'avait pas recommencé à couler normalement dans nos veines qu'un autre obus a suivi le premier à quelques mètres du lieu où nous nous trouvions. Les vitres se sont brisées et les bris de verre étaient partout, ainsi que la fumée âcre. Des cris se sont aussitôt fait entendre, incompréhensibles mais appelant au secours. Cette fois, nous nous sommes levés pour sauver nos vies, courant comme la multitude d'étudiants qui se trouvaient sur les lieux. Mes camarades et moi avons laissé derrière nous les livres et les stylos, ainsi que nos rêves et nos espoirs. J'entendais mes amis m'appeler, mais je ne pouvais pas le voir à cause de la fumée et de la foule paniquée. Je suis sorti avec les autres, sans trop savoir où j'allais. Dans la rue, j'ai croisé un camarade. J'ai essayé de lui parler, mais ses yeux étaient gorgés de larmes qui refusaient de couler sur ses joues. Il était en état de choc. Comme j'essayais de lui dire de se contrôler, un troisième obus est tombé à côté de nous. Je me suis retrouvé par terre, immobilisé, sans savoir si j'étais blessé. Tout ce que je savais c'était que j'étais incapable de bouger ou de parler... Mes yeux se sont levés vers le ciel assombri par les nuages et la fumée noire. J'ai alors senti un souffle glacial sur mon corps que même les rayons du soleil ne parvenaient plus à réchauffer. La chute m'a transporté dans un autre monde, comme si j'avais quitté cette terre... Je n'ai pas vraiment compris ce qui se passait. J'étais perdu, loin dans mes pensées et les minutes me paraissaient une éternité. Finalement, j'ai senti qu'on me tirait par le bras. C'était mon camarade qui m'aidait à me relever. Il m'a soutenu et ensemble nous avons couru vers les autres qui nous appelaient. Lorsque nous les avons atteints, nous sommes tous tombés dans les bras les uns des autres...

Après ce jour, il y en a eu d'autres similaires et j'ai commencé à rassembler les cauchemars au lieu des souvenirs et à entendre le bruit des bombardements au lieu de la voix de Feyrouz. Je me suis mis à attendre le soleil de Syrie en janvier, cherchant à croire le fameux dicton qui dit : « Ce qui ne te détruit pas te rend plus fort »...

* * *

Notre mémoire

Raghd Assi

Notre mémoire nous trahit à nouveau. Nous avons même oublié les larmes de la séparation.

Existe-t-il une famille qui n'ait pas eu son lot de séparation ? Y a-t-il quelqu'un qui n'a pas perdu un proche ou un être aimé dans des circonstances tragiques ?

Est-il une ville qui n'ait pas été bombardée par la haine aveugle ?

Y a-t-il un village qui n'ait pas pleuré ses fils ?

Ou une rue qui n'ait pas été la scène d'un combat fratricide entre des êtres égarés ? Comment oublier ?

Comment effacer dix-sept ans de folie et de combats idiots qui ont provoqué la destruction, l'exil et la mort ? Il nous a

semblé que, de l'aveu général, le pays appartient désormais à tous ses fils sans exception, qu'il n'y a ni vainqueur ni vaincu, mais que chacun est perdant quand les fils d'un même peuple s'affrontent par les armes.

O mémoire, aie pitié de nous ! Nous te prions de faire émerger les souvenirs et de nous réveiller.

Peut-être reviendrons-nous à nos esprits avant qu'il ne soit trop tard.

* * *

L'amour sur les murs de ta citadelle

Hassan Jabkji

J'ai couru du plus vite que j'ai pu, et mes pas dégageaient la poussière devant moi... Je trébuchais sur les fragments d'obus qui jonchent les lieux... Je suis resté planté là, atterré, face à ce lieu duquel me séparaient cent mille roses rouges, laissées sur ton morne balcon en une nuit de septembre.

J'ai fermé les yeux... pour retrouver ton ombre perdue sur les routes de la guerre qui dure depuis des années.

J'ai essayé sur tes grands yeux un millésime en un hiver rude... - Tu es là ? Elle n'a pas répondu. - Je t'ai cherchée longtemps... Elle n'a pas répondu non plus.

J'ai pris l'ombre de sa main et je l'ai emmenée loin du souk de la ville... Peut-être n'ai-je pas encore aimé ces pierres comme toi.

En cet instant, j'étais sur le point de fuir aussi loin que mon cœur blessé par la passion me le permettrait, car je n'avais plus l'audace de te regarder dans les yeux...

Je ne sais plus que dire à ma mère si j'échoue à récupérer mon amour... Alors je pose mon regard sur ma ville. Lui dirais-je que je volais les pierres de la ville ? Ou alors devrais-je tendre l'oreille discrètement comme les femmes... !

Te souviens-tu quand je suis entré dans la citadelle* par la grande porte, et que je t'ai dit : viens jouer à cache-cache. Tu fuyais mes baisers froids en cet estival juillet... Tu escaladais les grandes pierres qui te séparaient de mon cœur. J'ai finalement cru que tu te réfugiais dans « Habs el-Damm »**, que j'avais alors appelé prison des amoureux. J'ai brisé le fer, alors même que j'étais sur le point de briser ton jeune cœur ardent...

J'ai vu toutes les villes dans tes grands yeux. Telle est ma citadelle et ma vie au cours de ses saisons. Nous nous balancions sur les murs de la citadelle comme deux enfants perdus, et les passants nous observaient...

J'ai échoué à te récupérer... Je n'ai pas osé plonger davantage dans l'histoire... Ma mère m'a dit : garde la tête haute... La recherche du passé signifie fouiller au fond de la terre.

Je me souviens quand j'ai essayé de copier de mon ami Mohammad dans un examen d'histoire. Ce jour-là, je lui ai demandé de m'aider à résoudre une question seulement... Il m'a ignoré... Je lui ai promis que nous jouerions au football et que nous mangerions de bonnes glaces ensemble... Mohammad a préféré répondre à la requête de son ami en langue kurde, et j'ai compris qu'il l'aiderait à copier... Même toi, Mohammad, tu refuses de m'aider. Je compterai donc sur Boghos... Lui est perspicace. J'ai tourné les yeux vers lui, il était concentré jusqu'au bout des pieds. Voilà pourquoi j'ai échoué en histoire et durant toute ma scolarité. Cela fait longtemps que je ne les ai pas rencontrés, chacun est parti de son côté... Ils ont fui les ombres noires pour voguer vers une petite lumière qui grandit chaque jour dans leur esprit...

Que la vie est dure et qu'il serait plus judicieux de résister à la fois à la mort et à la vie ! Mon père a été tué devant la boulangerie et le pain s'est mêlé à son sang... En réaction, mon frère a refusé de rester à la maison un jour de plus... Pour ma mère, la maison représentait son inquiétude sur ses enfants. - C'est ici que je suis née et je mourrai ici... Je ne quitterai pas mes enfants. Elle a désigné de la main les chambres de la maison...

À la citadelle... près de « Habs el-Damm ». Ici, rien d'autre que les cendres sur le sol... Je n'ai rien à faire que d'observer le ciel, j'attends que le soleil brille sur ses pierres blanches...

*Lieu : la citadelle de la ville d'Alep.

**« Habs el-Damm » : une ancienne prison dans la citadelle d'Alep.

* * *



© Caril Halal

Le jour où mon parcours universitaire à Homs a pris fin

Reem Haswa

Une succession effrayante d'événements, des avis divergents çà et là, des rassemblements à nombre réduit et d'autres plus importants, des discussions violentes où le ton élevé prédomine et qui peuvent dégénérer en disputes et susciter de la haine dans les cœurs, au point de rompre définitivement tout contact avec la partie adverse, jusqu'à la peur d'exprimer son opinion ou les idées qui viennent à l'esprit... Autant de phénomènes inhabituels brusquement apparus, du moins pas avec cette violence, dans nos vies ! Soudain, mener une existence normale était devenu extrêmement difficile : les tirs qui envahissaient soudain le ciel de façon désordonnée à toute heure du jour et de la nuit, et la tension qui montait sans cesse...

Je me souviens encore avec précision de ce jour où, assise avec mon amie sur un banc dans le campus de la faculté, alors que le ciel lourd semblait annonciateur d'orages, j'ai soudain entendu des tirs soutenus du côté de mon quartier, situé à quelques minutes de là en voiture. Je me suis alors inquiétée et mille et une questions se sont bousculées dans ma tête. Que se passe-t-il ? Pourquoi ces tirs ?, me suis-je alors demandée. Ma famille, mes frères et sœurs ont-ils été atteints ? Nous avons terminé nos cours ce jour-là. Après avoir attendu que les tirs se soient calmés, nous avons décidé de rentrer chez nous. Mon amie a attendu que je monte dans un taxi pour s'en retourner chez elle.

Dans le taxi qui me ramenait chez moi, je ne parvenais pas à cacher mon inquiétude. Pire encore, les tirs avaient soudain repris de plus belle et le chauffeur avait décidé de prendre un chemin de traverse, craignant d'être pris pour cible s'il restait sur la route principale.

Pendant ce court laps de temps, chaque minute me semblait durer une éternité. Ma peur ne cessait de croître, surtout en voyant le comportement du conducteur, un homme d'un certain âge qui semblait totalement paniqué par les tirs et ne savait plus quoi faire, tantôt appuyant sur l'accélérateur tantôt ralentissant et conduisant d'une façon désordonnée. Nous avons finalement atteint la rue où j'habite et j'ai exprimé le souhait de descendre et poursuivre à pied. Il m'a alors sommée de faire vite. Je suis partie en courant en direction de mon domicile et j'ai vu plusieurs hommes dehors en train de discuter de la suite des événements et commenter ce qui s'était passé. Je suis rentrée chez moi et je me suis enquis de tous les membres de ma famille, l'un après l'autre. J'ai ensuite appelé mon amie pour la rassurer. Elle était très inquiète à mon sujet bien que sa situation ne soit pas plus confortable. Elle habitait pourtant un quartier proche du mien, devenu tout aussi dangereux, mais elle était comme cela, toujours soucieuse des autres. De notre groupe de quatre jeunes filles, elle était la plus « maternelle ». Notre relation s'est heureusement maintenue en dépit des événements qui ont bouleversé nos vies et notre pays.

C'était le premier incident du genre. Il a été suivi de bien d'autres, jusqu'au jour où se rendre à la faculté était devenu quasiment impossible en raison des tirs sur la route, qui ont d'ailleurs fait plusieurs victimes parmi les étudiants. Mes parents et moi avons alors décidé que je n'irai plus à la faculté jusqu'à ce que la situation se calme. Nous ne savions pas alors que mon parcours universitaire à Homs avait pris fin pour toujours...

Les capitales de mon pays

Tarek Chams

Lorsque les avions israéliens ont commencé à bombarder la ville de Nabatiyé au Liban-Sud et que les obus ont commencé à pleuvoir sur ses quartiers en 1978, tout le monde a compris que l'ennemi avait lancé une invasion, avec le début de « l'opération Litani ». A ce moment-là, de nombreuses familles de Nabatiyé ont choisi de s'enfuir vers des lieux plus sûrs, notamment vers la capitale Beyrouth. A cette époque, Beyrouth était divisée en deux, l'Est et l'Ouest. Je me souviens d'ailleurs qu'à cette époque, nous nous étions réfugiés dans un appartement appartenant à ma tante paternelle à Ras el-Nabeh, dans le secteur-ouest de la capitale. De cet appartement, on voyait deux tours pointées vers le ciel, la tour Rizk et la tour Abouhamad à Achrafieh, dans le secteur-est de la ville.

A peine installés dans l'appartement, mes parents m'ont inscrit à l'école primaire du quartier. Et immédiatement, les affrontements ont commencé dans le coin entre d'une part les forces syriennes, et d'autre part les Kataëb, les Noumours du Parti national libéral et ceux qui combattaient à leurs côtés. Nous avons alors eu l'impression d'être passés d'un front à un autre, d'un conflit à un autre et les corps des victimes tuées par les francs-tireurs gisaient dans les rues, des deux côtés de la ligne de démarcation au cœur de la capitale. Cette année 1978 avait aussi été marquée par de violents accrochages entre les « deux Beyrouth » d'une durée de près de 50 jours. Les tirs avaient même atteint l'appartement de ma tante où nous étions hébergés. Quant à moi, je tremblais de peur en jetant des regards inquiets sur les deux tours qui dominaient les quartiers et dont provenaient les tirs dans notre direction. Il m'arrivait même de me réveiller fréquemment la nuit, terrorisé après avoir vu dans mon sommeil agité les deux tours menaçantes. Cette même année, un camarade de classe Ahmed (9 ans) a été tué par un obus, selon ce qu'on avait dit. Un camarade nous avait même raconté avoir vu son petit corps déchiqueté par le projectile.

Entre 1979, 1980 et 1981, je me rendais à l'école en empruntant des rues protégées par des sacs de sable, pour éviter les francs-tireurs qui nous prenaient pour cibles. A cette époque, je croyais que les habitants des quartiers-est de Beyrouth n'étaient pas des êtres comme nous. Un de mes camarades de classe m'avait même dit qu'ils avaient trois pieds. C'est pour les voir que j'ai finalement emprunté une longue-vue. Un obus ayant détruit le pan majeur d'un immeuble voisin, faisant un grand trou dans le béton, j'essayais de voir le quartier adverse à travers cette fenêtre improvisée. Je me suis donc posté avec ma lunette pour surveiller les rues. Qu'elle n'était ma joie de découvrir des autos semblables aux nôtres ! Une fois, j'ai aperçu une femme qui accrochait du linge. Je me suis mis à la surveiller avec terreur. Il m'était pourtant difficile d'apercevoir ses trois pieds de là où j'étais installé. J'ai ainsi découvert que les habitants de Beyrouth-Est nous ressemblaient. Le lendemain, cette découverte a constitué mon sujet de conversation favori à l'école. J'ai dit à mes camarades : « J'ai vu les habitants de Beyrouth-Est ! ». Mes camarades m'ont demandé avec curiosité : « Comment sont-ils ? ». J'ai répondu : « Ils nous ressemblent beaucoup », provoquant chez eux un silence stupéfait.

Quelques années plus tard, en 1983, les lignes de front entre les deux secteurs de la capitale ont été ouvertes. Je me suis donc rapproché pour regarder de près le quartier d'Achrafieh et ceux qui y résident, ainsi que les francs-tireurs qui y étaient postés. J'étais effrayé et mes yeux ne voulaient rater aucun détail. J'avais presque peur de mon ombre, tant je craignais d'être tué et coupé en morceaux. Mais il fallait à tout prix que j'entre dans ce quartier. Ma curiosité et ma peur étaient immenses. Je me suis finalement rapproché de la tour Rizk. Je l'ai longuement regardée essayant d'imaginer le franc-tireur en train de prendre mon quartier pour cible. Je me suis ensuite dirigé vers la tour Abouhamad. Je l'ai aussi observée, puis je suis parti en courant, le cœur battant à cent à l'heure. J'avais hâte de retrouver mon quartier, mon pays, Beyrouth-Ouest ! Avant de traverser la ligne de démarcation, je suis entré dans une échoppe pour acheter un paquet de cigarettes. L'échoppe était à Achrafieh. J'ai aussi acheté un paquet de biscuits. Je parlais au marchand par saccades, tant je craignais qu'il ne découvre la vérité... Puis je suis rentré au pas de charge dans mon secteur, savourant les biscuits achetés au « pays de Beyrouth-Est »...

La guerre à travers les yeux d'un garçon de six ans

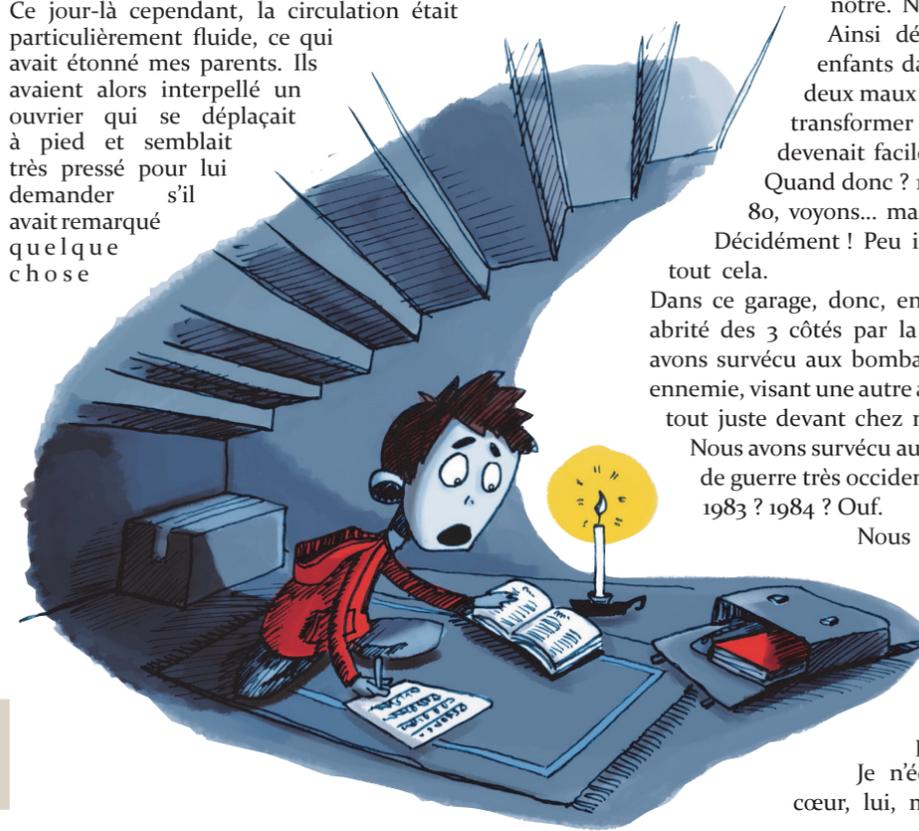
Wassim Katerji

C'était une journée d'école ordinaire de l'année 1989. J'avais six ans à l'époque. J'étais en classe à l'école Saint Joseph de Jbeil, lorsque la routine quotidienne a été brisée par le bruit des pas de mon père qui courait dans le couloir. Il s'est arrêté devant la porte de la salle de classe. Tenant ma sœur aînée par la main, il m'a fait signe de l'autre de prendre mes affaires et de le suivre rapidement. Le surveillant du cycle primaire le suivait, confus. Je n'ai pas vu la peur dans ses yeux. J'étais tout simplement trop content d'avoir sauté un cours.

Sur le chemin du retour, il n'a pas dit un mot. Normalement, mon père conduisait d'une manière mesurée, mais ce jour-là, il roulait à tombeau ouvert. C'est à peine si je me souviens que les routes étaient presque vides. Je me rappelle très bien en revanche, comment nous avons traversé le pont de Fidar dans notre vieille Volkswagen Wagon, à une vitesse telle que j'ai eu le sentiment que nous allions nous envoler. Nous sommes arrivés à la maison en peu de temps, pour trouver ma mère qui nous attendait anxieusement à la porte d'entrée.

À peine la voiture s'est-elle arrêtée, que des tirs sourds de mitraillettes ont commencé à se faire entendre. Des bruits terrifiants qui sont devenus plus forts et plus nourris, si rapidement que nous n'avons pas eu le temps de placer un mot. Une échelle en bois nous a permis d'accéder précipitamment au sous-sol de notre demeure où nous nous sommes cachés, nous quatre, dans un coin de 2m x 1m, à même le sol, près de la salle de bains. Je ne me rappelle pas si mes parents ont eu la possibilité de verrouiller la porte d'entrée avant de descendre au sous-sol. Nous sommes restés assis pendant des heures, alors que le sifflement des balles et les détonations des obus se poursuivaient. Nous n'avons ni mangé, ni bu, ni même osé nous rendre à la salle de bain en face. Nous avons juste attendu que le bruit de la terreur cesse à la fin de la journée... Les mois suivants de la même année ont été pires. Nous avons passé la plupart de notre temps, dans ce même sous-sol, en proie à la peur. Quoi qu'il en soit, c'est cette journée précise qui m'a fait réaliser, aussi jeune et innocent que je puisse être, que nous vivions une guerre.

Plusieurs années plus tard, j'ai interrogé mes parents à propos de cette journée, pour essayer de comprendre ce qui s'était passé et pourquoi. Ce jour-là, mes parents étaient assis dans notre jardin qui donne sur la route côtière de Halate. Comme l'autoroute avait été fermée parce qu'elle servait d'aéroport militaire, la voie côtière était devenue la principale liaison terrestre entre Beyrouth et Tripoli et était, de ce fait, généralement embouteillée. Ce jour-là cependant, la circulation était particulièrement fluide, ce qui avait étonné mes parents. Ils avaient alors interpellé un ouvrier qui se déplaçait à pied et semblait très pressé pour lui demander s'il avait remarqué quelque chose



© Caril Halal

de particulier sur son chemin. Il leur avait alors raconté que l'armée libanaise avait bloqué la route au niveau du village voisin de Akaybé et qu'elle avait mobilisé ses troupes et ses tanks parce qu'elle s'appropriait à avancer vers Jbeil et à faire face aux Forces libanaises. Mes parents ont été saisis de panique : ma sœur et moi-même étions ce jour-là à l'école à Jbeil.

Trois maisons sur la colline

Samira Fakhoury

Devant ma page vide, je me demande si la guerre qui a ravagé le Liban depuis 1975 est réellement terminée ! Si dans notre cœur nous ressentons le calme de la paix Ma raison s'insurge brusquement :

- Tu essayes de te moquer de toi-même ? Ou de me convaincre à moi, ta raison ?

- Non, non ! J'essaie de récapituler les situations et les dangers vécus, pour les dater. Tu sais bien que les jours et les événements se succédaient. Semblaient se ressembler. Mais Je dois commencer par le commencement. Ce premier véritable choc, dans un pays où la majorité ignorait ce qui se tramait dans l'ombre. Dans un village serein protégé depuis toujours par une caserne de l'armée libanaise... C'était en 1976.

Une nouvelle nous bouleverse : l'armée a quitté les lieux, elle s'est divisée. Et le coup de foudre est immédiatement suivi d'un coup de tonnerre. « Restez chez vous : un convoi armé jusqu'aux dents va passer par le village, pour en rejoindre d'autres ». Armé, oui. Mais pas l'armée libanaise. Juste passer ? Mais non. Ils ont laissé sur leur chemin quelques jeunes et moins jeunes, fusillés, certains dans les rues, d'autres sur le pas de leur porte ; plus d'une dizaine de cadavres ce premier jour d'un cycle néfaste qui change de visage mais garde toujours le même cœur : division, carnage, terreur, et cela a duré... duré.

Je ne me souviens plus combien... des jours ? Des mois ? Des années ?

C'est ce que j'essaie de récapituler. En mettant des dates. La fuite paraissait être la seule option. On l'appelle aujourd'hui émigration.

Mais ce ne fut pas la solution choisie par nous : comment abandonner nos trois maisons sur la colline ? Celle de mes parents où ma mère vivait encore, celle de ma sœur, déjà exilée comme tant d'autres avec son mari pour le travail depuis bien avant la « guerre », et... la nôtre. Notre maison.

Ainsi décision fut prise : assurer les enfants dans un foyer à Beyrouth (entre deux maux on choisit le moindre, non ?) ; transformer notre garage en abri, ce qui devenait facile après le vol de notre voiture.

Quand donc ? 1978 ? Non, le début des années 80, voyons... mais en 76 aussi. Avec la voiture.

Décidément ! Peu importe, sans doute. C'est loin tout cela.

Dans ce garage, donc, en fait un rez-de-chaussée mais abrité des 3 côtés par la montagne, mon mari et moi avons survécu aux bombardements aériens d'une armée ennemie, visant une autre armée ennemie, celle-ci campée tout juste devant chez nous.

Nous avons survécu aux bombes du magnifique navire de guerre très occidental, qui visait les mêmes cibles. 1983 ? 1984 ? Ouf.

Nous avons survécu à la terreur. Et nous avons protégé nos maisons.

- Peut-être, me dit ma raison. Mais à quel prix ?

Et aujourd'hui je me demande, avons-nous aussi protégé le Liban ?

Je n'écouterai pas ma raison. Mon cœur, lui, me dit oui.

Les disparus

Dalia Khamissy*

On dit que « les disparus ne sont ni morts ni vivants ».

Ils doivent flotter dans un univers intermédiaire en attendant que leur sort soit dévoilé.

J'avais 7 ans en 1981, lorsque mon père a été détenu à Beyrouth. Trois jours plus tard, il a été libéré. Plusieurs années plus tard, j'ai compris qu'il a été plus chanceux que de nombreuses autres personnes.

On estime à 17 000 le nombre de personnes disparues et victimes de disparition forcée, dont les familles attendent toujours le retour. Elles ont toutes disparu durant la guerre civile du Liban de 1975 à 1990. C'était des hommes et des femmes, tous âges confondus, de différentes religions et appartenances politiques. Ils ont été kidnappés par les différentes milices libanaises ayant participé à la guerre, mais aussi par la Syrie et Israël.

Depuis 2010, je raconte les histoires des familles de disparus en photographiant leur combat.



Mohammad Abbas

Zahra Abbas est assise sur son lit dans son appartement à Tyr, au Liban-Sud. Son mari, Mohammad, a disparu en 1978 alors qu'il rentrait au Liban en provenance d'Arabie saoudite, au terme de son contrat de travail. Mohammad, qui conduisait sa voiture accompagné de deux autres collègues, a traversé la frontière saoudo-jordanienne, jordano-syrienne, puis la frontière libano-syrienne. Mais il n'est jamais rentré auprès de sa famille à Tyr. Il avait 32 ans.

En Décembre 2015, un mois après l'avoir photographié, Zahra est décédée sans connaître le sort de son époux. Elle a élevé seule ses quatre filles sans jamais cesser de

le chercher. En 1978, elle avait 25 ans.

Georges Ghaoui

Une photo déchirée en deux, prise au milieu des années soixante, de Marie Ghaoui en compagnie de son fils Georges tenant une grande bougie, à l'occasion du dimanche des Rameaux. La photo est posée sur l'un des deux lits dans l'appartement où Marie vit seule.

Georges avait 22 ans lorsqu'il a été enlevé à Beyrouth-Ouest. Il s'y était rendu pour un rendez-vous de travail le 30 décembre 1983. Il comptait fuir avec sa fiancée le lendemain.

Marie a déchiré la majorité des photos de Georges pour en retirer les proches et les amis. Les seules photos qu'elle a laissées intactes sont celles que Georges avait prises lors de son voyage à Hong Kong, quelques mois avant son enlèvement. Marie a cherché son fils partout, mais ne l'a jamais retrouvé. Elle poursuit son combat pour connaître son sort.



Kariman Mohammad



Un manteau de fourrure appartenant à Kariman Mohammad est suspendu dans une armoire dans la chambre de sa fille Racha Jomaa, à Saïda, au Liban-Sud.

Un jour de 1986, Kariman a laissé son mari et ses deux enfants dans leur maison à Saïda et s'est rendue chez ses parents à Beyrouth.

Il a fallu près de deux mois pour que son mari et ses parents, qui n'étaient plus en contact, réalisent que Kariman n'était jamais arrivée à Beyrouth ce jour-là et qu'elle avait disparu.

Racha n'avait alors que 5 ans. Depuis quelques années, elle a commencé à enquêter sur les circonstances de la disparition de sa maman.



Kozhaya Chahwan

Nahil est assise dans le jardin de la maison, à Batroun, au Liban-Nord, où son mari Kozhaya Chahwan est né et a grandi et où elle a déménagé après leur mariage puis ont eu leurs quatre enfants.

Kozhaya avait 28 ans, lorsqu'en 1980 des inconnus sont venus le chercher à son lieu de travail soi-disant pour une enquête. Il n'est plus jamais rentré.

Nahil, qui avait alors 25 ans, a dû travailler pour élever ses enfants, les envoyer à l'école et aider ses beaux-parents avec qui elle a vécu vingt-cinq années après l'enlèvement de son mari. Elle l'a cherché partout. Elle a été d'un centre de détention à un autre, jusqu'à ce que finalement, elle l'a aperçu pendant quelques minutes dans une

prison syrienne. Depuis ce jour, son sort est inconnu.

Rachid Liddawi

Oum Rachid regarde la télévision dans sa maison à Tripoli, au Liban-Nord. Au-dessus d'elle, une photo de Rachid est accrochée au mur. Le 10 avril 1976, Rachid est sorti acheter des cigarettes, mais il n'est jamais rentré. Il avait 15 ans. Sa mère l'a cherché partout dans le pays, mais elle n'a jamais eu de ses nouvelles. Son cœur lui dit qu'il est toujours vivant. Plusieurs parmi les personnes disparues et les victimes de disparitions forcées avaient moins de 18 ans.

Wajih Zahalan

Une chaussure dans un immeuble abandonné à Bhamdoun, à l'est de Beyrouth, qui faisait office de centre de détention durant la guerre civile libanaise de 1975-1990. En 1982, une pile de passeports appartenant à des personnes kidnappées par une milice libanaise a été trouvée à l'intérieur du bâtiment. Parmi ces documents, le passeport de Wajih Zahalan, retrouvé un mois après son enlèvement en 1982. Wajih était sorti de son domicile, à Aley, en un jour pluvieux, très tôt le matin, pour se rendre à son travail, dans la Békaa. Il se trouvait en compagnie d'un collègue de travail.



Ce matin-là, il était parti sans réveiller ses quatre enfants. Il ne leur a jamais dit au revoir. Quelques jours plus tard, un ami de la famille a appris que les deux hommes ont été arrêtés en chemin et enlevés de force. Wajih avait 38 ans.

Quand ils ont retrouvé son passeport, sa photo était enlevée, mais son nom et d'autres informations étaient conservés. En 2014, Ayman, le fils de Wajih, est entré dans l'immeuble pour la première fois après l'enlèvement de son père. Il a commencé à chercher des écritures sur le mur, espérant trouver un message de son père. Il n'a rien trouvé.



Les introductions aux bulletins d'information et leur lien avec la guerre civile

Pr Georges Sadaka*

Les introductions aux différents bulletins d'information télévisés ou radiophoniques sont suivies avec attention, car elles font l'objet d'une controverse en raison des sujets qu'elles abordent et des répercussions et des dangers qui en découlent.

Les études académiques et les opinions des spécialistes sont unanimes pour estimer que ces introductions sont contraires aux principes professionnels du métier de journaliste. Pire, elles peuvent devenir à certains moments une menace pour la paix civile. D'autant que les bases de cette pratique remontent à une tradition journalistique utilisée depuis les années de guerre.

1-La problématique des introductions dans les bulletins

La problématique posée par les introductions dans les bulletins d'information se présente sous quatre aspects : professionnel, politique, juridique et moral.

-Sur le plan professionnel, les introductions paraissent dans plusieurs cas peu conformes aux critères professionnels. D'abord dans le choix des priorités informationnelles, et ensuite dans le fait qu'elles adoptent un discours orienté et idéologique, loin des critères du métier, conforme aux agendas politiques des propriétaires des médias et de ceux qui les soutiennent.

-Sur le plan politique, par l'entremise de ces introductions, les médias sont utilisés comme des tribunes pour envoyer des messages politiques ou mener des campagnes de propagande contre un adversaire. Parfois, il s'agit même de régler des comptes entre les différents protagonistes. C'est pourquoi le ton utilisé peut être violent. Ce qui provoque des tensions entre les différentes parties et une exacerbation des susceptibilités politiques et confessionnelles.

-Sur le plan juridique, ces introductions violent souvent les dispositions de la loi sur l'audiovisuel. C'est pourtant sur la base de cette loi que les différentes chaînes de télévision et stations de radio ont obtenu leurs licences. Ce texte stipule en effet qu'un média « n'a pas le droit, à l'ouverture de son bulletin d'information, d'évoquer nominalement une partie politique avec une prise de position. Le média n'a pas non plus le droit d'utiliser et de généraliser une appellation différente de celle adoptée par la partie visée. De même, il n'est pas autorisé à parler d'un incident ou d'un événement en utilisant des termes accusateurs à l'encontre d'une partie politique déterminée. Enfin, le média ne peut pas intervenir dans des dossiers ou des remarques évoquées par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. Or, les introductions aux bulletins d'information renferment souvent des violations de ces dispositions.

-Sur le plan moral, le non-respect des principes professionnels et l'utilisation d'un discours violent et accusateur sont en contradiction avec les principes moraux du journaliste sur le plan notamment de son engagement à transmettre l'information pour contribuer à former une opinion publique éveillée, basée sur les réalités, la connaissance de l'environnement et les exigences de l'intérêt public. Il faut ajouter à cela le fait que le langage violent et accusateur utilisé de temps à autre dans les introductions aux bulletins d'information est en contradiction avec les exigences de la paix civile et ne servent pas l'intérêt général.

Selon une étude analytique (Maharat 12 avril 2016) des introductions précédant les bulletins d'information des chaînes télévisées et des stations de radios, 33 % du langage utilisé dans ces préambules sont de la propagande ou des critiques. Ce qui confirme l'orientation de ces introductions et leur éloignement de leur mission initiale, qui est celle d'informer.

Une autre étude (Caroline Akoum 23/8/2007, al-Chark al-Awsat) montre aussi que ces présentations utilisent les outils de la guerre psychologique. Il s'agit notamment de tromper le téléspectateur en lui transmettant des données infondées ou imaginaires, afin de susciter en lui l'angoisse et la peur à travers l'instillation de rumeurs, et d'attaquer en même temps l'adversaire à travers la diffamation et la désinformation.

2-La position des chaînes

En dépit des critiques et des plaintes adressées aux chaînes au sujet de ces introductions, celles-ci continuent de s'y accrocher, défendant ce procédé. Les télés savent pourtant qu'il s'agit d'une violation de l'éthique et de la déontologie du métier. Elles considèrent que ces entrées en matière permettent d'attirer les téléspectateurs à travers la provocation. Et constituent de la sorte un moyen d'appâter les annonceurs qui cherchent un taux d'audience élevé. Or, avec la crise financière qui touche aujourd'hui les médias, la priorité est d'attirer un maximum de téléspectateurs. C'est pourquoi les chaînes télés et les stations radio attachent une grande importance aux préambules des bulletins d'information, au point d'en faire un sujet à part, indépendant du reste des informations et qui plus est diffusé sur les sites web. D'ailleurs, il arrive fréquemment que les journalistes et autres analystes se basent sur ces introductions dans l'exposé des points de vue des

différentes parties politiques et l'analyse de la situation en général. Selon le journaliste Walid Abboud, « l'introduction est devenue une nécessité et constitue un moyen d'attirer le public. Preuve en est l'expérience du bulletin télévisé de la MTV à ses débuts. La chaîne avait d'abord voulu que son bulletin soit conçu à l'occidentale, c'est-à-dire sans introduction. Mais le public n'a pas apprécié. Le public affirme qu'il ne veut pas de ces introductions car elles sont partiales, mais au fond, il les appelle de ses vœux. L'expérience l'a prouvé ».

De son côté, Mohammed Afif, responsable des bulletins d'information à la chaîne al-Manar confie qu'à travers l'introduction, « la chaîne transmet aux téléspectateurs la position de la partie politique qu'elle représente. Ce qui est en harmonie avec l'attente du public auquel elle s'adresse ».

Karma Khayat, PDG de la chaîne al-Jadeed affirme pour sa part : « Nous sommes fiers du fait que notre chaîne est celle qui a consacré le principe de introductions dans ses bulletins d'information. D'ailleurs, les statistiques montrent que les téléspectateurs écoutent ces introductions avant de zapper vers une autre chaîne ».

3-Les origines militaires des introductions

Le fait que les introductions soient en contradiction avec l'éthique des métiers de l'information en général est dû au rôle qui leur est dévolu par les propriétaires des chaînes et des stations. Le partage des rôles politiques et confessionnels qui a prévalu lors de la distribution des licences audiovisuelles a eu pour résultat de permettre aux partis et aux personnalités ayant une étiquette partisane et confessionnelle d'être propriétaires de chaînes télés et de stations radio. Les médias audiovisuels sont ainsi devenus l'expression des orientations politiques et confessionnelles de leurs propriétaires et par conséquent, des outils de militantisme politique, partisan et confessionnel. Ce qui entraîne une déviation du contenu et des programmes dans le but de servir les objectifs des propriétaires.

Pour comprendre le point de départ des introductions aux bulletins d'information au Liban, il faut remonter à leurs origines, c'est-à-dire au lancement des médias privés qui a commencé par les stations de radio avant de se poursuivre avec les chaînes de télévision.

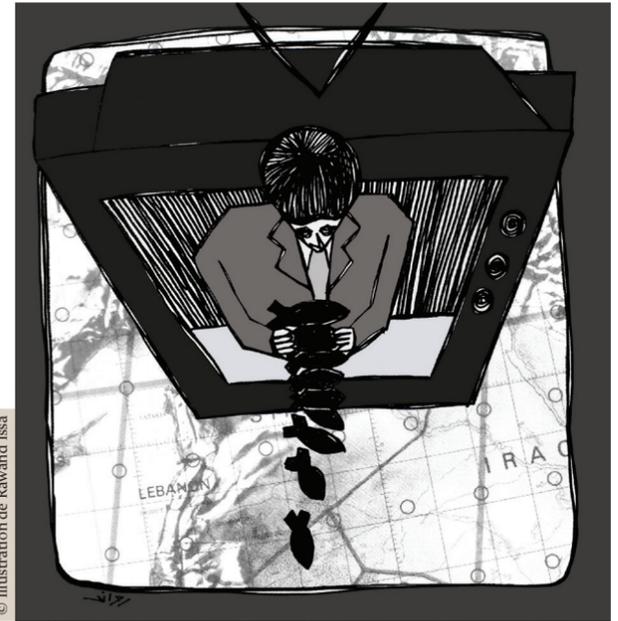
La pratique des entrées en matière dans les bulletins des stations de radio privées a commencé avec le déclenchement de la guerre civile en 1975. Ces stations sont aussi nées dans le giron des forces militaires présentes sur le terrain. Chaque milice avait ainsi sa station de radio. La milice combattait sur le terrain alors que la station de radio l'accompagnait et la soutenait sur le plan médiatique. On peut citer de nombreuses stations de radio appartenant à ces milices : La Voix du Liban, La Voix du Peuple, Radio Liban Libre, La Voix de l'Espoir (Amal), La Voix de la Montagne, La Voix de la Nation (Saout al-Watan), La Voix du Liban libre et uni (Marada), la Voix de la Résistance islamique, la Voix de la Vérité, etc.

4-La station de radio, un outil militaire par excellence

L'apparition des stations de radio privées au Liban avec la guerre civile n'est pas une situation cas isolé. Dans plusieurs pays du monde, les stations de radio ont accompagné le déclenchement de révolutions ou de mouvements de libération et même de guerres menées par certains États. La radio est donc l'équivalent du canon. Elle permet de mener, de concert avec la guerre militaire, une guerre psychologique et idéologique. La radio est en quelque sorte la concrétisation de la force militaire et politique et le symbole de son existence.

La radio s'est ainsi distinguée, depuis son invention dans le premier quart du 20^e siècle, par sa capacité à dépasser les frontières, les barrières et les distances pour entrer dans chaque maison et avancer au-delà des lignes ennemies. C'était déjà le cas 70 ans avant l'apparition de la transmission par les satellites et aucun autre média ne pouvait alors le réaliser.

C'est pour cette raison que la radio a joué un rôle primordial dans la plupart des guerres et des révolutions dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. Dans ce contexte, la guerre libanaise qui a commencé en 1975 a été un terrain privilégié pour les affrontements radiophoniques. La radio est ainsi devenue, pendant ces événements, une arme de guerre psychologique et de propagande politique. Le rôle qui lui était dévolu était de mener la guerre de l'information pour arriver à la victoire. C'est d'ailleurs pourquoi les sièges des stations de radio étaient régulièrement pris pour cibles par les bombardements, au même titre que les positions militaires. Dans le même contexte, la



© Illustration de Rawand Issa

défaite d'une milice s'accompagnait de la fermeture de la station de radio qui lui appartenait.

A cette période, la radio était le principal outil médiatique en raison des obstacles qui se dressaient devant la presse écrite, laquelle ne pouvait généralement pas franchir les barrières qui séparaient les régions. De plus, la radio avait un grand avantage sur la presse écrite, celui de la rapidité dans la transmission et la diffusion. Elle a donc accompagné les Libanais pendant la guerre, partout où ils allaient, de la maison à l'abri en passant par la voiture. Elle leur indiquait même les voies praticables et les routes sûres, tout en citant les lieux ciblés par les bombardements.

C'est dans cette atmosphère qu'est née la pratique des introductions dans les bulletins d'information, d'abord dans les stations de radio. Elles accompagnaient le fusil et devaient elles aussi mener vers la victoire. Elles diffusaient même au moment opportun des chants militaires destinés à mobiliser la population et à encourager les combattants. Les introductions devaient aussi servir le même objectif. Elles se sont incrustées dans les bulletins des radios, avant de migrer vers les chaînes de télévision. Il faut préciser que les premières chaînes privées ont été lancées par des journalistes qui travaillaient à la radio et qui ont ainsi transposé leur expérience à la télévision.

En 1976, le premier gouvernement du mandat d'Élias Sarkis, présidé par Sélim Hoss, a estimé que les stations de radio privées sont nocives et illégales. Le Premier ministre les a même accusées de « pratiquer des bombardements radiophoniques ». Le sommet arabe qui s'était tenu à Beiteddine en 1978 avait décidé de fermer toutes les stations de radio illégales. Au cours de la même année, un arrêté ministériel avait même interdit aux responsables officiels d'accorder des interviews ou de faire des déclarations aux radios privées, dans le but de resserrer l'étau autour de ces médias et d'aboutir à leur fermeture. Mais les radios ont continué de fonctionner et ont fini par obtenir des licences, suivies aussitôt par les chaînes de télévision privées.

Conclusion

Le traitement du problème posé par les introductions dans les bulletins d'information ne peut pas être réalisé indépendamment d'une restructuration juridique, financière, morale et syndicale du paysage médiatique libanais, ainsi que d'une réglementation de la situation politique en général. Mais cela ne devrait pas empêcher les responsables des médias et les journalistes de prendre conscience de la primauté de l'intérêt général et de comprendre qu'il y a des lignes rouges à ne pas dépasser pour préserver la paix civile. Le passage de la situation de guerre à la paix exige un changement dans le discours médiatique actuel.

* Doyen de la Faculté d'information à l'Université libanaise

Citoyenneté et conflits d'appartenance au Liban

Nizar Rammal*

Les problématiques de la citoyenneté au Liban sont multiples. Nous en retenons ici les deux plus actuelles.

La première problématique touche au lieu de naissance et à l'emplacement géographique, comme déterminants essentiels de la citoyenneté : le simple fait d'être né dans un lieu donné ne signifie pas nécessairement que l'on assume une citoyenneté correspondante. L'appartenance au lieu doit s'accompagner d'une contribution à la vitalité de ce lieu, ce qui s'accomplit par exemple quand on y paie ses impôts, ou quand on y exerce ses droits et ses devoirs.

Il en ressort que l'on peut s'interroger sur le droit d'un émigré ayant passé des dizaines d'années hors de sa patrie, qui a payé ses impôts ailleurs, qui n'a pas contribué à la mise à jour des lois de son pays et à l'évolution de sa société, qui n'a pas assumé non plus ses conditions économiques difficiles ni partagé les épreuves de sa population ou ressenti le poids de ses contraintes quotidiennes, de décider du sort des plusieurs millions de ses habitants, en y exerçant son droit de vote ! Le lien de sang suffit-il à remplir les conditions de la citoyenneté ?

Cette problématique est aussi le propre de la loi électorale libanaise. Celle-ci prévoit que l'on vote non pas dans le lieu de résidence, mais selon de lieu figurant sur l'état-civil. C'est ainsi que « le citoyen » né à Beyrouth, où il a passé sa vie et payé ses impôts municipaux, doit voter dans un village situé dans un autre mohafazat, simplement parce que c'est là que figure son état-civil. Ceci le prive de son droit de citoyen le plus élémentaire, qui est celui de demander des comptes à son représentant. Ainsi, il (ou elle) est mis dans l'impossibilité de réclamer des comptes à la municipalité de Beyrouth, qui pourtant perçoit ses taxes. Par ailleurs, que faut-il penser de ceux qui vivent dans un pays particulier sans en posséder la nationalité, et sans y payer d'impôts, bien qu'ils s'y trouvent depuis des dizaines d'années, comme c'est le cas par exemple des Palestiniens, des Philippins, des Indiens, des Irakiens, des Syriens, des Éthiopiens, des Égyptiens ou des Sri-Lankais ? Certains d'entre eux ont déjà des enfants nés au Liban ; ils y paient les taxes d'usage et contribuent à son progrès économique et sa croissance, tout comme ils assument ses crises et les dangers internes et externes qui le menacent. Est-ce que tout ceci ne les habilite pas à en être les citoyens ?

En bref, est-il possible que les gens s'acceptent les uns les autres et tissent entre eux des rapports de citoyenneté significatifs, à l'ombre d'un régime politique et social encourageant un modèle opposé à la citoyenneté, et qui récompense même, dans certains cas, des conduites anti-citoyennes ?

La seconde problématique est celle de l'appartenance. Je me suis toujours interrogé sur le sens de l'existence de deux ordres d'avocats, l'un à Beyrouth, l'autre à Tripoli, au Liban-Nord. La question se pose aussi pour les deux ordres de médecins et les deux ordres d'ingénieurs. Pour l'expliquer, il faut remonter à la problématique de la formation du Grand Liban (il en va de même pour ce qu'on nomme aujourd'hui les États arabes comme la Syrie, l'Irak, la Jordanie, les Émirats, et que sais-je encore) par le colonialisme franco-britannique aux débuts du XXe siècle. En tout état de cause, la problématique de l'appartenance est fondamentale dans la consolidation ou la fragilisation de l'entité Liban.

Une bonne majorité d'historiens (Philippe Hitti, Kamal Salibi, Jawad Boulos, Georges Corm, Ahmad Beydoun,



© Mira Montada - Designer graphique

notamment) sont d'accord pour considérer que les communautés/confessions sont à la base de la formation politique du Liban contemporain.

En ce qui concerne l'identité, le Libanais est ballotté entre diverses composantes de son appartenance individuelle et communautaire. La plupart d'entre nous trouvent très difficile de concilier ces identités, d'autant que notre éducation ne nous aide pas à discerner la complémentarité de ces éléments souvent contradictoires ; bien au contraire, nous sommes élevés dans l'habitude permanente d'occulter de nombreuses composantes de notre identité, au profit d'une ou tout au plus de deux d'entre elles.

«... Existe-t-il une identité libanaise unique, où bien sont-elles contradictoires et rendent-elles le vivre ensemble entre Libanais impossible ? », s'interroge Georges Corm. « Mon identité est ce qui fait que je ne ressemble à personne d'autre », dit Amine Maalouf dans son livre « Les identités meurtrières ». Il ajoute : « L'identité de chaque personne est constituée d'une foule d'éléments qui ne se limitent évidemment pas à ceux qui figurent sur les registres officiels. Il y a bien sûr, pour la grande majorité des gens, l'appartenance à une tradition religieuse ; à une nationalité, parfois deux, à un groupe ethnique ou linguistique ; à une famille plus ou moins élargie ; à une profession, à une institution, à un certain milieu social... Mais la liste est bien plus longue encore, virtuellement illimitée : on peut ressentir une appartenance plus ou moins forte à une province, un village, un quartier, un clan, une équipe sportive ou professionnelle, une bande d'amis, un syndicat, une entreprise, un parti, une association, une paroisse, etc. ».

« Toutes ces appartenances n'ont évidemment pas la même importance, en tout cas pas au même moment. Mais aucune n'est totalement insignifiante. Ce sont les éléments constituants de la personnalité, on pourrait presque dire 'les gènes de l'âme' ».

Cet élément particulier, je veux dire la suprématie de l'identité individuelle sur l'identité collective, joue un rôle fondamental dans la crise de la citoyenneté sur le plan de la vie quotidienne, aussi bien au Liban que dans beaucoup d'autres pays.

Les identités qui comptent dans notre vie quotidienne ne sont pas toujours celles qui sont considérées déterminantes,

comme l'appartenance à un groupe linguistique, une race, une nation, une classe ou une religion.

Ce que l'on considère comme étant « l'individu libanais » souffre d'un conflit d'appartenances embrouillées. On le voit quand on observe les rapports entre un Libanais et un autre, ou avec un non-Libanais. Il existe ainsi des sunnites qui privilégient l'appartenance à l'Égypte ou à un État du Golfe à leur allégeance au Liban, des chiites qui le font avec l'Iran. Pour les maronites, ce serait la France et pour les orthodoxes, la Russie.

Il s'agit là de faits concrets, de données actuelles et toujours effectives dans la formation et la pratique de la citoyenneté. Partant, comment ces particuliers incapables de tisser entre eux des rapports normaux reposant sur l'acceptation de la différence et l'édification de ce qui est commun en termes d'intérêts et de besoins, comment donc pourraient-ils tisser des rapports normaux avec « d'autres », à savoir le Syrien, le Palestinien, l'Irakien, l'Égyptien, l'Indien..., etc. ? Enfin, certaines propositions pourraient contribuer à l'amélioration des rapports, ou du moins les empêcher de se dégrader davantage, à court comme à long termes. Ce sont :

1. Le renforcement de l'autorité de la loi et de l'indépendance judiciaire ; un progrès qui se répercutera positivement sur tous les Libanais dans distinction.
2. L'abolition a- de toutes les lois et de tous les règlements discriminatoires à l'encontre des Syriens et des Palestiniens. b- à l'égard aussi de tous les étrangers se trouvant sur le sol libanais.
3. Demander des comptes à tous les responsables politiques et journalistes qui incitent ouvertement ou indirectement au ressentiment contre toutes les nationalités citées, et les pénaliser, au moins moralement (interdiction du discours de la haine et jugement de tous ceux qui le pratiquent).
4. Il faudrait aussi peut-être pénaliser les municipalités qui prennent des mesures illégales, racistes et discriminatoires à l'égard des réfugiés (comme leur imposer un couvre-feu nocturne), et ne plus fermer l'œil sur leurs agissements.
5. Il faut lancer des initiatives et renforcer celles qui existent déjà, visant à encourager le brassage humain des populations à tous les niveaux possibles (artistiquement, culturellement, intellectuellement et professionnellement) entre Syriens et Palestiniens d'une part, et Libanais de l'autre.
6. Il faut faire cesser toutes les formes de pratiques portant atteinte aux droits des réfugiés (tels qu'arrestations préventives, torture, insultes, sanctions collectives), demander des comptes à ceux qui s'en rendent coupables et ne plus les couvrir.

Enfin, je trouve que cette phrase de Saadallah Wannous convient parfaitement comme conclusion à cet article : « Ce lieu de boue et ce temps de misère étant ce qu'ils sont, je trouve que faire de son mieux serait déjà un rêve impossible ».

La guerre n'est pas un dépôt d'armes

(Dario, tout est lié à toi. Tu es l'alpha et l'oméga)

Abido Bacha*

Le pays avait deux pupilles noires qui touchaient le cœur de tous ceux qui les regardaient. Certains les ont trouvées empreintes du vertige violent de la communion des cœurs et de la créativité. Pour ceux-là, le pays avait une vision, même s'il manquait de regard.

Au début de la guerre libanaise, certains avaient perdu conscience, se retrouvant bien malgré eux sur des lignes de démarcation floues. Et c'est ainsi qu'ils y ont décelé tout ce qui compte, tout ce qui est mystérieux. Paradoxalement, d'autres y ont vu un éclat de luminosité. Ces deux exemples antagonistes sont frappants. Ainsi, beaucoup ont pris la voie du déni. Ils marchaient comme le font les somnambules. Ils ont considéré qu'ils ne vivraient jamais plus en sécurité, et la panique les a gagnés. Leurs pensées et leurs rêves étaient obnubilés par la guerre, leurs yeux et leurs corps s'ouvrant à un embarras candide, puis à la tuméfaction croissante de la tyrannie. Ils ont trouvé dans la guerre leur épanouissement sans tomber ni dans la simplicité d'esprit ni dans la pleurnicherie. Ainsi, Roger Assaf a été vu sur les champs de bataille de Chiyah, gagnant en notoriété à chaque round de combats.

Ce fut la saison de tous ceux qui y ont trouvé l'essence de la liberté et de l'héroïsme. Ceux-là ont échappé à la terreur des époques précédentes et se sont révélés stars des lignes de démarcation. En revanche, ceux qui ont échoué au test des surprises et des volcans ont perdu leur notoriété. Et ceux qui pensaient que l'époque de la paix était révolue n'ont pas tardé à connaître le vertige du changement, jusqu'à l'affrontement.

La guerre peut se transformer en un monstre de lourdeur pour ceux qui y voient un dépôt tuméfié de corruption, de tensions et d'inégalités sociales. Ils ont si bien tendu l'oreille qu'ils ont décelé le bruit des plaques tectoniques qui s'entrechoquent, et que leurs fenêtres se sont emplies de la lumière du jour et des talents et soupirs de ceux qui attendent depuis longtemps. C'est ainsi qu'ils sont sortis de leurs puits profonds vers le monde. Ils ont dépassé les anciennes colères qui reniaient la révolution, et se sont dirigés vers l'espoir. Ils ont mêlé la brillance du monde à celle de leurs propres yeux et sont sortis de l'ombre. Le théâtre, c'est l'homme de la guerre. La guerre, elle, est la femme du théâtre. Durant la guerre, ce fut une profusion de chants politiques, d'arts plastiques, de nouvelle poésie, de romans, de nouvelles littéraires, de cinéma. La guerre a fertilisé les moyens d'expression. L'expérience de la chanson politique a fleuri durant le conflit. Plusieurs grands noms étaient autant de poissons dorés dans le marécage de sang et les champs du rêve. La guerre est un panier rempli de tout ce qui ne se trouve pas sur le marché. Les faux sentiments sont morts dans la chanson politique. Il ne restait que la belle voix, le sourire furtif, et il fallait éviter les fausses notes et laisser une place à la chorale, qui est la voix de tous. Dans ce cas, la voix domine l'instrument. Les groupes, à l'instar de ceux fondés par Khaled el-Habre et Marcel Khalifé, foisonnent.

Nabil semble être un pauvre tapissé de velours. Un théâtre sans privilèges. Son rôle : reproduire l'idéologie dominante, notamment la propreté, les bons résultats scolaires et l'obéissance aux parents. Une seule session suivie de soixante-dix autres, organisées par plus d'une centaine de troupes théâtrales, d'amateurs comme de professionnels. Mais la guerre a dépassé l'âge d'or du Liban, jusqu'à engendrer elle-même une guerre. L'ancienne impuissance a éclaté au contact du nouvel espace, venant à bout des étagères poussiéreuses du passé. Les vivants ont triomphé des morts. Durant la guerre, les Libanais ont crié leur attachement à la vie.

Certains ont transformé leurs expériences de l'ombre en expériences réussies. D'autres ont échappé de justesse aux obus tombés sans crier gare.

La guerre, c'est la vie, la culture, les arts dans toute leur finesse. Les artistes ont lancé leurs flèches d'un cœur à un autre, car la guerre annule tout ce qui précède sans endormir le progrès et la civilisation. C'est un flot de richesse en faveur du changement. Les horizons symboliques, réalistes ou imaginaires s'unissent aux fondements, après avoir été plantés en terre fertile. Les années de guerre éclairent le sens des années qui les ont précédées. La culture de la guerre est un trait d'union entre ce qui a précédé et ce qui suit, alliant les choses, les mots et les jours. En somme, la guerre a accéléré tout ce qui se préparait déjà, avec un calme et une patience extraordinaires. De multiples noms ont exprimé, par la chanson politique, des rêves anciens. Des artistes comme Ahmad Kaabour se sont inspirés de grands noms de la chanson française sans pour autant s'attarder sur les raisons de cette influence. Beaucoup s'étonnaient qu'il y ait une chimie entre de tels artistes – Kaabour, Marcel Khalifé... – et leurs prédécesseurs. Ils ont abordé des idées déjà rabâchées dans des chansons originales. L'enrichissement est la qualité essentielle des poètes du Sud.

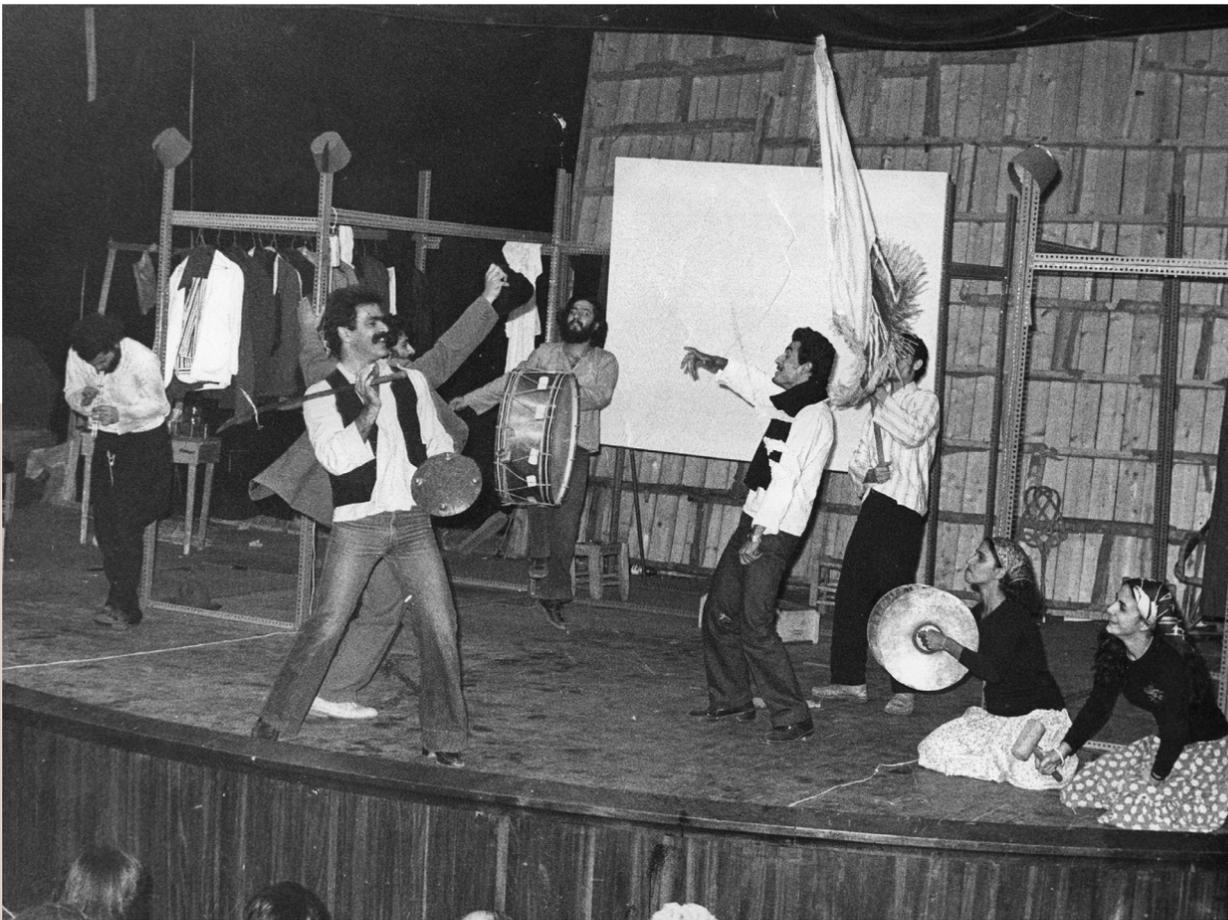
Le roman, lui, a abondé en nouvelles problématiques. Le théâtre a combiné l'identité et le plaisir, sans être préoccupé par l'idée de la mort. Les dramaturges ont insisté sur la nécessité de se libérer des chaînes. C'est le lot des poètes, qui en décrivant un corps le dévoilent, puis ne tardent pas à noircir de nouvelles feuilles sur les étapes à venir, explorant tout ce qui les aura fait passer de la réaction à l'action. Des dizaines d'expériences tentent ainsi de décrypter ce qui n'est pas clair dans la vie. Des représentations dans des salles fermées, dans les places, les hôpitaux, ou sur les lignes de démarcation.

Ici, les rêves ont fécondé les corps, les blessures se sont unies aux rêves, les tripes ont été connectées à l'univers. Personne ne pouvait plus monopoliser les régions. L'Université libanaise s'est transformée en une vallée lumineuse qui offre ce qui ne se ternit jamais. Son entité même s'est liée à tous les droits de vie. La guerre a totalement libéré les mots de la nouvelle ville. On lisait alors dans les livres de la désobéissance, mais pas du péché, et la différence était énorme. La guerre n'a pas voulu se contenter de la culture comme amie. Bien au contraire, ce fut l'union entre deux corps en perspective d'une naissance,

avec toutes les dimensions psychologiques de l'union et de la naissance, dans le sens où l'amour devenait osmose et où la naissance n'était pas un simple résultat. Il était devenu nécessaire de reconnaître les droits sociaux des époux et des enfants. Dès que cela était fait, les membres d'une même société vivaient en harmonie, ce qui déclenchait un processus de développement, sur base de la dimension sacrée de l'union entre les corps et les esprits. Car l'humanité ne connaît pas de plénitude sans amour, un amour partagé.

La guerre en était devenue un être sacré parce qu'elle a semblé, en ce temps-là, comme le plus éminent des cadeaux de la sagesse. La guerre est le sens qu'exigeait la réalité. Et cela s'est matérialisé non à travers des règles dépassées et des échanges de politesse, mais par le biais d'un réel échange et de débats entre la guerre et les êtres de la guerre, par des expressions organisées et programmées. La guerre n'a pas tourné autour de points essentiels, mais a mis tout en valeur, absolument. Malgré la naissance de conflits à cette époque, tout cela a été employé dans un seul grand objectif : la réécriture d'une nouvelle vie, d'une liberté absolue.

La guerre a condamné le Liban à une liberté très vaste, qui a fini par servir ses propres intérêts. Sans chercher sciemment à s'attacher aux libertés passées, elle s'y est effectivement liée, plus par destin que par choix. La liberté est en effet une idéologie au Liban. Et c'est comme cela que le théâtre s'est développé, dans une jungle sauvage dans laquelle toutes les armées antiques, si présentes sur les planches par le passé, se sont perdues. Le théâtre a pris la dimension de l'horizon du nouveau pays. Il a décidé d'adopter une langue proche des gens. Et pour cela, il a fallu détruire le théâtre ancien de manière tonitruante, et créer des pièces qui se répandent et qui rassemblent. En effet, les hommes de théâtre de cette époque n'ont pas signé de contrats, comme ceux qui les ont précédés, et n'ont pas cherché à amasser de l'argent dans les caisses. Le théâtre s'est efforcé de surprendre, par le biais d'expériences telles que celles du « hakawati », ou conteur. L'exemple du « hakawati » est progressiste, c'est l'expérience professionnelle de Roger Assaf qui l'a sortie du marécage de la tyrannie. C'est ainsi que ce metteur en scène a travaillé autant dans les camps palestiniens qu'aux Makassed de Saida ou encore dans les villages du Sud. Roger Assaf n'était plus attaché aux différentes formes théâtrales, mais a cherché son inspiration entre les murs et dans



© La pièce «Ayam al-Khyam» de Roger Assaf. (Archives du journal as-Safir)

les nouveaux calculs.

La troupe du « hakawati » était comme un chat sauvage, qui a déchiété, dans une sorte d'instinct très sain, tous les styles théâtraux anciens qui respiraient l'enfance de cet art. Cette troupe a transposé le spectacle des planches vers la salle, faisant fi des règles du passé. Ses membres accueillent les spectateurs comme des invités. A la base, le « hakawati » était le maître des soirées dans les maisons populaires, c'était une personne qui possédait la capacité de dominer les salles. Le conteur pouvait faire revivre les soirées, les récits, les souvenirs, et effectuait une bonne prestation, maîtrisant même le chant. Un corps nu sur deux jambes fortes, doté d'un cœur qui devine les organes morts chez les autres, afin de les raviver par une agitation qui lui est propre. Le « hakawati » était ludique, comme une étoile lumineuse dans le ciel. Ces expériences semblaient comme des poissons dans un aquarium énorme, géant. Pas de tranquillité face aux songes, dans le pays de la peur masquée et de la solitude entourée de portraits noirs. Le songe est différent du rêve. Tout le monde avait rêvé de la guerre et ils y étaient tous entrés avec enthousiasme. Les expériences qui ont renié les images anciennes se sont multipliées. La troupe du « hakawati » a gagné le prix du festival de Carthage en 1983, et s'est produite dans nombre de villes arabes et européennes. Raïf Karam et Adel Fakhoury ont fondé la troupe de Sindibad. Yacoub Chedraoui a produit des pièces sur le thème de la guerre. Cet ambassadeur du théâtre soviétique avait empli les nuits silencieuses et vides, à l'époque de l'invasion israélienne en 1982, par une pièce pleine d'espoir, « Al Tartour ». Une pièce satirique dans une ville cernée, aux allures de comedia dell'arte. Contre l'obscurité, le silence, la mort, la faim, la soif. Ziad Rahbani, lui, a entremêlé ses pièces avec sa vie, la peur et la tristesse parvenaient au public par des traits d'humour épidermique. Des

pièces contre les haines, et contre le poison inoculé par l'argent. Beaucoup sont sortis de l'obscurité de la souffrance, Siham Nasser, Machhour Moustapha, Nidal Achkar, Fouad Naïm. Tous mêlaient la raison et le cœur.

De nombreux noms n'étaient pas nés des impératifs du marché : Raymond Gébara, Rabih Mroué, Berge Vassilian, Antoine et Latifé Moultaqa, Joseph Bou Nassar, Jean Daoud, Antoine Kerbage, Noura as-Saqqaq, Leila Debs, Ziad Abou Absi ou encore Lina Abiad. Les quatre derniers noms étaient issus du théâtre universitaire. La guerre a engendré des dizaines de nouveaux metteurs en scène. Ces hommes et ces femmes ont dépassé les doutes qui les avaient un jour tourmentés. En fait, la guerre a fertilisé le théâtre et toutes sortes d'expressions. Le théâtre n'était plus affaire d'un seul homme, mais d'une communauté. La guerre qui faisait rage dans les rues de la ville a fait émerger de l'ombre nombre d'amateurs.

La guerre, ce ne sont pas des inscriptions funéraires ni un dépôt d'armes et de véhicules de combat. Ce n'est pas non plus un charnier. La guerre c'est la vie, et bien plus que la vie. La guerre intensifie la vie quand elle la sort des boîtes à secrets fermées, vers une longue voie bordée de verdure. L'encre est la tombe des arts sacrés anciens.

Il n'y a pas de similitudes entre la guerre syrienne et la guerre libanaise. La première est verticale, la seconde horizontale. La guerre civile au Liban a été imaginée avec soin, de sorte que les Libanais ont dépassé les obstacles par la création de régions unifiées ouvertes à tous les idéaux. Des relations complexes ont réuni le théâtre et la guerre au Liban et en Syrie. Les deux guerres ont représenté des scènes cosmiques. Mais tandis que la guerre libanaise est perçue comme abstraite, la guerre en Syrie, elle, est réaliste. La première est une guerre métaphorique alors que l'autre est un conflit de discours, dont l'utilisation a

accru la violence.

Au Liban, le théâtre a joué son rôle d'intermédiaire entre la culture et le public, ce qui a été renforcé par une vaste affluence. D'un autre côté, le théâtre syrien, à l'intérieur comme à l'extérieur, reste fragile. Cette fragilité a été favorisée par l'alimentation des illusions auprès d'une catégorie, et celle de la peur auprès d'une autre. Les illusions abondent dans les pièces de l'opposition syrienne, notamment celles jouées au Liban. En revanche, la peur marque les pièces montées à l'intérieur du territoire syrien en raison des menaces représentées par les combats, ce qui a amplifié la confusion de leurs créateurs.

Un exemple frappant est celui d'une pièce connue de Omar Gebahi, présentée dans un festival en Algérie. Les personnages de la pièce rejoignent la réalité, et non le contraire. Un homme et une femme dans une maison, dans un monde imaginaire, observent une fenêtre derrière laquelle frémit une lueur, ou ce qu'ils pensent être une lueur. C'est la guerre, ici, qui se reflète dans les relations entre les époux. Le mari s'adonne à la boisson, aux tranquillisants et à la cigarette. N'ayant aucune communication avec sa femme, il est occupé à observer la lueur par la fenêtre. La pièce se termine par la scène où la femme rejoint son mari dans ses observations. Une autre pièce, « Je ne m'en souviens plus », est un manifeste politique : un ancien détenu syrien raconte son histoire devant un public qui n'est intéressé que par une nouvelle histoire de détention. Ces pièces sont autant d'exemples d'une écriture qui explore les répercussions de la guerre sur les relations humaines. Le théâtre syrien, plutôt que de refléter le style de l'auteur, tente de cristalliser la réalité première ou présente.

Au Liban, la guerre a balayé les anciennes règles théâtrales, projetant l'artiste dans un nouvel atlas. La guerre dans ce pays a ouvert grand le champ de l'imaginaire aux potentiels naissants. Pas de champ de l'imaginaire en Syrie, face aux scènes de violence, de massacres, de viols et de destruction globale. Une destruction qui unifie le paysage dans les quartiers et les régions, à l'inverse des humains, profondément divisés. Le Libanais a transformé le monde en fil au cours de la guerre civile. À l'inverse, les hommes de théâtre syriens n'ont pas pu dégager de nouvelles données de la guerre, qui se poursuit toujours, de déchirure en déchirure. L'absence d'esprit cosmopolite dans les villes et villages ensanglantés de Syrie a privé le théâtre des soucis de l'artiste, au profit d'un discours monochrome qui domine.

Dans la vie quotidienne, la population met sa vie en danger pour se porter volontaire et lutter contre la mort. Ces gens-là sont inventifs et combattants, ils ne veulent pas que soit gaspillée leur vie et celle de leur communauté, ou qu'ils se retrouvent sous terre pour la dernière fois. La guerre est une table dressée dans un grand pays pillé par les hommes politiques, en pure perte. En Syrie, la guerre demeure un jeu très dur, où seuls comptent les pertes et les gains. Tandis que la réalité libanaise a engendré un théâtre qui insiste sur le caractère ambitieux et satirique des projets artistiques.

Plaidoyer à travers la bande dessinée

LENA MERHEJ

Dans un monde où nous dormons et nous nous réveillons avec des images et des textes qui défilent sur nos téléphones, la compréhension du pouvoir des récits exprimés par l'image est particulièrement importante pour les personnes qui ont quelque chose à dire.

Faire de la BD est relativement simple et les moyens de production sont accessibles.

N'importe qui peut apprendre en quelques mois les outils de la communication visuelle et raconter une histoire.

Le Story Centre a été établi en vue de fournir aux étudiants une orientation professionnelle afin de développer leurs propres récits visuels et apprendre les compétences dont ils ont besoin.

Here and Now est un programme de formation organisé par le Centre, dont l'objectif est de produire de la BD en faveur de voix qui militent pour les droits de l'homme et la justice sociale.

Ces illustrations seront utilisées par les organisations humanitaires en vue de mettre en place un programme éducatif de sensibilisation.

Pourquoi le plaidoyer à travers la bande dessinée ? Parce que la BD devient de plus en plus un moyen actif et efficace pour influencer l'opinion au sujet des systèmes et institutions politiques, économiques et sociaux.

La bande dessinée est capable de dépeindre la complexité de notre vie, à travers l'enchevêtrement des mots et des images.

Rawand Issa écrit à propos des luttes menées par une jeune femme.

La BD est également capable de combiner des histoires, du matériel scientifique, des témoignages, des cartes ou tout autre document.

Guibert, Lefèvre et Lemerrier ont écrit « Le Photographe : dans l'Afghanistan déchiré par la guerre » avec Médecins sans frontières.

Grâce à cette réalisation, la BD a gagné aujourd'hui une nouvelle audience qui est plus « sérieuse », parce qu'elle offre des sujets nouveaux et graves à explorer.

Les lecteurs de bande dessinée de tous âges découvrent des sujets comme la médecine, la philosophie, l'économie, l'histoire et la sociologie.

Les BD d'histoire résultant de la documentation et de la recherche sont une nouvelle source de savoir et révèlent la vision par la société de ses propres souvenirs.

Art Spiegelman a écrit au sujet de l'Holocauste.

(Jablonka, 2016).

En journalisme

La bande dessinée joue sur la tension entre les données métaphoriques et factuelles et ouvre un chemin nouveau vers la connaissance de l'information.

(Vanderbeke (2010)).

Elle reflète la transparence en lieu et place de l'objectivité, et la subjectivité honnête plutôt que la vérité revendiquée.

(Lukas Plank).

Et puisque la BD non-fictionnelle fournit une nouvelle connaissance, il y a un besoin réel d'engagement éthique. La bande dessinée doit et peut avoir une façon honnête et transparente de présenter la matière.

Lisa Mandel a écrit à propos de la jungle de Calais.

En utilisant l'autoréflexion dans les récits personnels, les sites journalistiques peuvent être hautement éthiques.

Joe Sacco a écrit à propos de Gaza.

Extrait d'une BD qui vient de sortir aux éditions Le Lombard et intitulée « Les droits de l'homme », par les auteurs Thierry Bouüaert et François de Smet :

La liberté d'expression doit-elle précéder la liberté religieuse ?

Eleanor Roosevelt, Cassin, Charles Malek

C'est précisément dans sa visualisation insistante, affective et urgente des circonstances historiques que la bande dessinée aspire à l'engagement éthique

(Chute, 2008, p. 457).

Le dessinateur Naji el-Ali a critiqué politiquement les régimes arabes et Israël, et c'est à cause de cela qu'il a été assassiné.

Au Liban, la bande dessinée a été le témoin des guerres : près de la moitié des BD publiées sont en rapport avec la guerre civile ou la guerre de 2006.

Zeina Abirached a écrit à propos de la guerre civile.

Beyrouth 89 de Jadworkshop était la première anthologie de récits personnels de personnages vivant durant la guerre civile.

Jad Khoury, May et Lina Ghaibeh, Edgar Aho entre autres.

Mazen Kerbage a expérimenté plusieurs façons de raconter la guerre. Il en a sorti une satire, un récit autobiographique, un journal et une série de bandes dessinées.

Jana Traboulsi a entrepris différentes combinaisons graphiques pour représenter une signification de la perte d'un être cher, des dessins d'enfants, et de la mémoire.

Au Liban, la BD existe dans les journaux, les magazines et les livres. De nombreux Libanais lisent ou ont lu de la BD à un moment de leur vie. Mais le plus important est qu'on assiste à la recrudescence d'une nouvelle génération de dessinateurs.

La BD non-fictionnelle bénéficie d'un potentiel de croissance afin de développer de nouvelles connaissances et susciter un sérieux débat, tout en restant critique à travers l'autoréflexion.

Pour toutes ces raisons, la BD peut profiter à la société civile via la formation, l'expression et le débat autour de ses récits et ses revendications.

Artiste graphique

Chute, Hillary. "Comics as literature? Reading graphic narrative." PMLA 123, no. 465-462. (2008) 2.
 Jablonka, Ivan. "Histoire et bande dessinée." La Vie des idées (2014) 18
 Plank, Lukas. 2014. The Drawn Truth, Why Comics Journalism needs rules! source: <http://lukasplank.tumblr.com>
 Vanderbeke, Dirk. 2010. "In the Art of the Beholder: Comics as Political Journalism". In Comics as a Nexus of Culture. ed. Mark Berninger, Jochen Ecke and Gideon Haberkm. Jefferson, N.C.: McFarland.



Le projet du Pnud « Consolidation de la paix au Liban » œuvre depuis 2007 pour le renforcement de la compréhension mutuelle et la promotion de la cohésion sociale, en abordant les causes profondes du conflit au Liban. Le projet a aussi travaillé récemment sur le traitement de l'impact de la crise syrienne sur la stabilité sociale au Liban.

Le projet soutient les différents groupes, allant des dirigeants et acteurs locaux, aux éducateurs, journalistes, jeunes et militants de la société civile, dans le développement de stratégies à moyen et à long terme visant la consolidation de la paix, la gestion des crises et la prévention des conflits.

Pour plus d'informations:
 Le Projet «La consolidation de la paix au Liban»
 Arab Bank Building - 6ème étage
 Riad El Solh Street
 Nejme, Beirut - Lebanon
 Telephone: 01- 980 583 ou 70-119160

www.lb.undp.org
www.lb.undp.org/PBSupplement



Conçu par:
 Omar Harkous
 Hassan Youssef

Traduit par:
 Fady Noun, Scarlett Haddad, Nada Merhi, Susanne Baaklini, et Tilda Abou Rizk

Edition et révision:
 Gaby Nasr